

03

25

- 04 | **Zoom**
SATURNE TECHNOLOGY
- 12 | **Interview**
GEORGES RASSEL
- 16 | **Focus**
SURVEY RESULTS:
PERSPECTIVES ON AI
AND GENERATIVE AI IN INDUSTRY
- 54 | **Bold Innovation**
SNT PARTNERSHIP DAY 2025:
POWERING AI INNOVATION
- 64 | **Carte Blanche**
THIERRY FLIES



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DU BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION



Baatz Constructions Exploitation Sàrl
1, Breedewues L-1259 Senningerberg
Tél : 42-92-62-1 www.baatz.lu



Sommaire

02

Éditorial

04

Zoom

Saturne Technology

12

Interview

Georges Rassel

16

Focus

Survey results: Perspectives on AI and Generative AI in industry

50

Actualités de la FEDIL

Équipe FEDIL renforcée / Où va l'Économie mondiale ?

54

Bold Innovation

SnT Partnership Day 2025: Powering AI innovation - by Georges Santer

58

Job Horizon

Commission consultative Industrie: Un levier pour adapter l'offre de formation aux enjeux du secteur - par Jérôme Kete / Cérémonie de clôture du Job Shadow Day - par Ella Gredie / Claude Meisch à la rencontre des apprentis dans l'industrie luxembourgeoise - par Laurence Kayl / Jobday ADEM-FEDIL - par Laurence Kayl

64

Carte Blanche

Ingénieurs et scientifiques : bâtisseurs de souveraineté et de durabilité - par Thierry Flies

67

Opinion

Durabilité et compétitivité : la voie d'un cadre européen cohérent - par Yves Germeaux

70

Chronique juridique

L'étendue de la clause de non-concurrence- par Ella Gredie

72

Publi-reportage

74

Caricature

75

Publications & positions de la FEDIL

Digital Lëtzebuerg 2.0

Les récentes annonces dans le domaine du numérique, faites par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale sur l'état de la nation, tracent une vision ambitieuse et cohérente pour le Luxembourg. En mettant les technologies de rupture – données, intelligence artificielle, quantique – au cœur du développement national, le gouvernement envoie un message clair : le Luxembourg veut compter parmi les places fortes de l'Europe numérique.

La FEDIL se félicite de cette ambition qui fait écho à nos recommandations pour consolider l'ancrage du Luxembourg dans le paysage numérique. Cela passe inévitablement par un renforcement conséquent des infrastructures numériques, une accélération de l'adoption de l'IA au sein des entreprises et du secteur public, un développement proactif des compétences pour anticiper les mutations du marché du travail, un accès structuré et sécurisé aux données et un soutien accru à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI), en particulier pour les jeunes pousses et les PME, véritables moteurs de l'innovation.

Les initiatives telles que l'AI Factory, le supercalculateur MeluXina-AI, le Deep Tech Lab et l'AI Academy constituent des leviers concrets qui bénéficieront directement à l'ensemble du tissu économique, des startups aux géants technologiques établis.

Pour concrétiser cette vision, encore faut-il que les conditions de déploiement soient réunies. Le développement des infrastructures numériques et de calcul intensif – tels que les centres de données ou les supercalculateurs – dépend directement de la disponibilité de terrains adaptés à des prix compétitifs. La planification territoriale doit intégrer ces besoins stratégiques, en cohérence avec les autres usages industriels et urbains. Sans une politique foncière proactive, le Luxembourg risque de voir des projets se développer ailleurs.

De plus, l'essor de l'intelligence artificielle – et en particulier des modèles d'IA générative – s'accompagne d'une forte intensité énergétique. Ces technologies nécessitent une alimentation continue, stable et à grande échelle. Il est donc indispensable de pouvoir compter sur une infrastructure énergétique robuste et évolutive, couplée à un approvisionnement en électricité bas carbone, compétitif et sécurisé. Le coût de l'énergie devient un facteur de localisation décisif pour les entreprises technologiques. C'est une condition essentielle pour que le Luxembourg reste une terre d'accueil attractive pour des projets numériques.

La FEDIL insiste aussi sur la nécessité d'une transposition pragmatique du AI Act et du Data Act. Ces deux textes européens sont des éléments clés de la base réglementaire de l'économie des données et de l'intelligence artificielle. Pour que cela ne se traduise pas par un surcroît de complexité ou une charge administrative excessive, nous appelons les autorités de régulation nationales compétentes à incarner une logique de guidance, de dialogue et de soutien, plutôt que de simple contrôle ou sanction. Cela implique la mise en place de points de contact clairs, de guichets uniques et de capacités d'explication et d'accompagnement pour éviter que la complexité réglementaire ne freine l'innovation.

Les mesures annoncées en faveur du financement de l'innovation – qu'il s'agisse du plan de soutien aux startups de 300 millions d'euros via la SNCI ou des aides accrues à la digitalisation des PME – représentent des leviers importants pour renforcer l'écosystème. Les entreprises tech ont un rôle essentiel à jouer dans la dynamique de modernisation de notre économie : elles créent des emplois qualifiés, portent l'innovation de rupture et sont souvent à l'origine de collaborations fructueuses avec la recherche publique. Le Deep Tech Lab annoncé par le gouvernement devra faciliter davantage ce type de passerelles et offrir aux jeunes entreprises un environnement propice à la co-innovation et aux projets de recherche collaborative.

Le Luxembourg possède des atouts indéniables pour s'imposer comme un acteur incontournable de l'économie numérique européenne : un cadre institutionnel stable, une tradition d'agilité politique, une forte ouverture internationale et un écosystème technologique en constante évolution. L'enjeu consiste désormais à transformer cette ambition en résultats concrets.

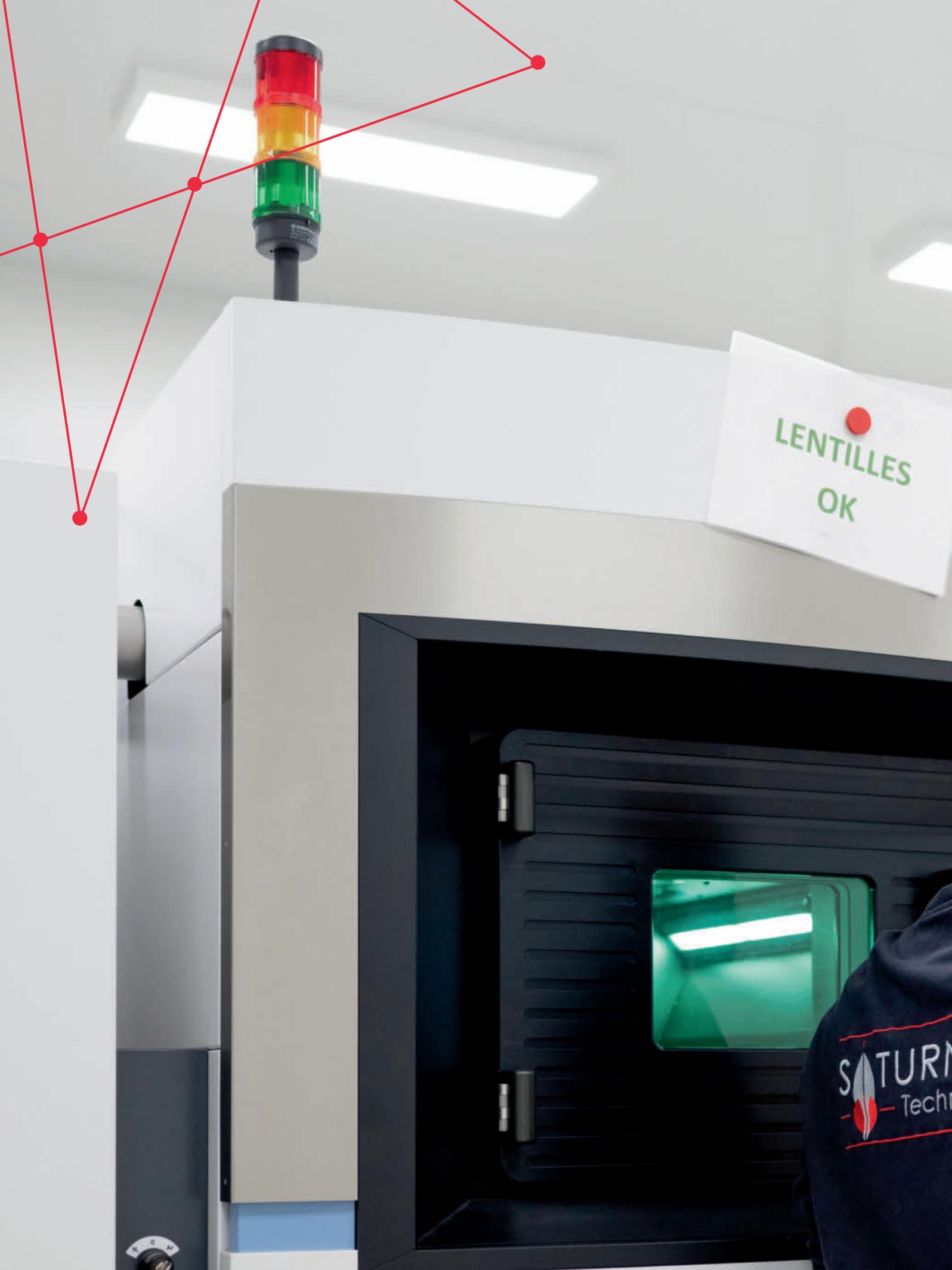
Cela passera par une mise en œuvre rapide et concertée des annonces faites par le Premier ministre ainsi que par le déploiement concret des trois stratégies nationales - Intelligence Artificielle, Données et Technologies Quantiques - portées par les ministres en charge des Médias et de la Connectivité, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la Digitalisation, de l'Économie, des PME et de l'Énergie, et présentées le 19 mai dernier.

Pour que ces stratégies produisent pleinement leurs effets, une approche bien coordonnée entre ministères, administrations, acteurs de la recherche et entreprises sera indispensable. Il est également essentiel qu'elles s'accompagnent de mesures concrètes en matière de disponibilité de terrains adaptés et de coût de l'électricité : deux facteurs clés qui conditionnent l'implantation d'infrastructures numériques et la compétitivité de l'économie de la donnée et de l'IA au Luxembourg.

GEORGES SANTER

*Responsable digitalisation et
innovation auprès de la FEDIL
georges.santer@fedil.lu*





LENTILLES
OK

SATURN
Tech

zoom

SATURNE TECHNOLOGY

NE
nology

SATURNE TECHNOLOGY

L'impression 3D au service des industries d'avenir

Installée au Luxembourg depuis 2001, Saturne Technology est aujourd'hui l'un des leaders européens de la fabrication additive métallique et de l'usinage laser. À la croisée de secteurs stratégiques - spatial, aéronautique, défense ou encore médical - l'entreprise combine expertise, innovation et agilité.

Sur son site de production de 5.000 m² à Contern, Saturne Technology abrite un concentré de haute technologie. Fondée par Walter Grzymlas, l'entreprise s'est d'abord spécialisée dans les applications laser, comme la découpe, le soudage ou le marquage, avant d'investir massivement dans l'impression 3D métallique par fusion laser à partir des années 2010. Cette orientation pionnière qui lui vaut aujourd'hui d'être un acteur de référence en Europe dans un domaine en pleine croissance.

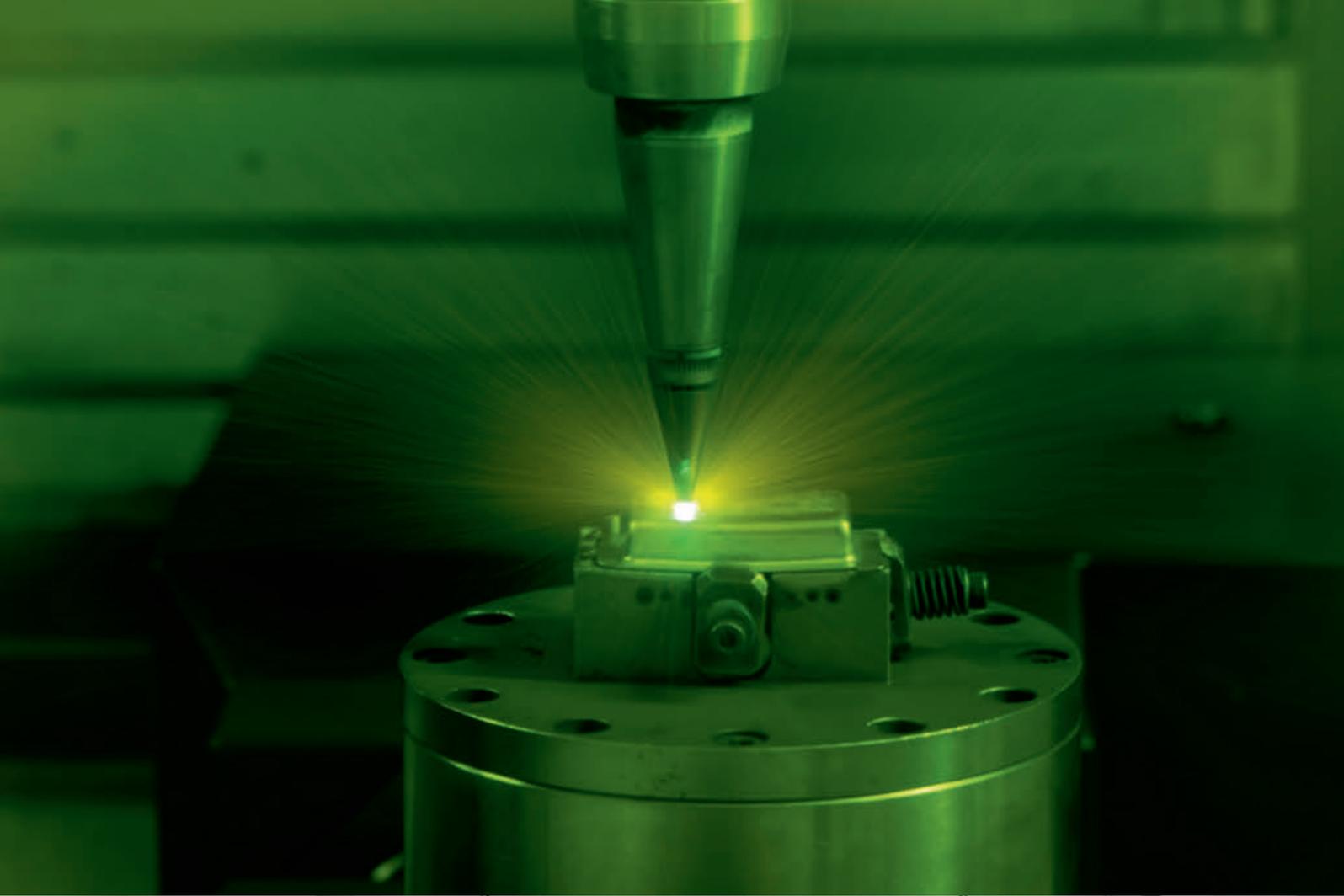
« Notre cœur de métier, ce sont les applications laser, la fabrication additive métallique et la mécanique de précision ainsi que la capacité à développer et à qualifier des matériaux pour des pièces critiques, souvent destinées à des environnements extrêmes », résume son fondateur. Qu'il s'agisse de composants aéronautiques, de moteurs spatiaux ou d'implants médicaux, chaque pièce est produite sur mesure, selon les plans du client ou en collaboration avec le bureau d'étude interne, garantissant réactivité et confidentialité.

DES SECTEURS STRATÉGIQUES À HAUTE VALEUR AJOUTÉE

60% de l'activité de Saturne Technology concerne les secteurs spatial et aéronautique, civils comme militaires. Dans ces secteurs stratégiques, l'entreprise collabore avec des acteurs majeurs comme le groupe international Safran, la start-up aérospatiale française Latitude ou encore le groupe Thalès, pour n'en citer que quelques-uns, et participe à des programmes soutenus par l'Agence spatiale européenne (ESA).

Dans l'industrie spatiale, l'entreprise intervient plus particulièrement sur le marché des lancements de satellites pour le compte de constructeurs de satellites mais également d'opérateurs de systèmes de lancement. Elle fabrique principalement des composants moteurs qui peuvent représenter jusqu'à 75 % d'une fusée. La société mise surtout sur le segment en forte croissance du « New Space », avec la fabrication de moteurs complets pour micro-lanceurs, plus accessibles financièrement, capables de transporter jusqu'à une tonne de charge. Un marché en plein essor, où l'impression 3D permet de réduire les coûts, les délais, et surtout, les déchets industriels. Un marché qui est aussi constamment à la recherche de nouveaux matériaux, plus légers et plus résistants. « Saturne Technology a réussi à s'imposer comme un partenaire privilégié dans un secteur où les exigences en termes de qualité, de traçabilité et de confidentialité sont maximales », souligne Walter Grzymlas. Saturne Technology compte parmi ses clients sept entreprises européennes actives dans le lancement de petits et moyens satellites et opère majoritairement sur le marché européen. Car même si l'on fait abstraction de la politique commerciale actuelle des États-Unis, les règles applicables aux importations stratégiques vers ce pays sont tellement strictes et contraignantes qu'un fournisseur non américain se heurte à une barrière quasiment infranchissable pour accéder au marché.

À cette expertise s'ajoutent 30% de son activité dans l'industrie lourde (nucléaire, pétrole, gaz, maritime) et 10% dans le secteur médical, notamment pour la fabrication d'implants vertébraux sur mesure. Dans ces domaines aussi, l'impression 3D permet de réaliser des pièces dont la taille miniature ou la complexité de la structure ou de l'assemblage rendent difficile, voire impossible une fabrication selon les méthodes traditionnelles.







Dotée d'outils de production à la pointe de la technologie et d'un laboratoire interne d'analyse et de contrôle de la qualité, la société maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur : du prototypage à la production en série par ajout et fusion de couches successives de poudre métallique, en passant par le soudage, la découpe, le marquage et le rechargement laser. Ses imprimantes 3D industrielles fonctionnent en continu, 24h/24, et sont capables de produire des pièces complexes de très petite taille jusqu'à plusieurs dizaines de centimètres cubes, voire des moteurs de 1,5 mètre en une seule impression. Cette prouesse technologique est portée par une équipe de 25 ingénieurs spécialisés. Saturne travaille des poudres métalliques certifiées à base d'acier, d'aluminium, de nickel-chrome et de titane, et développe également ses propres poudres grâce à des atomiseurs intégrés.

DES OPPORTUNITÉS À SAISIR

Pourquoi avoir choisi le Luxembourg comme base opérationnelle ? Pour Walter Grzymas, la réponse est claire : « Au Grand-Duché, les circuits sont courts, les dirigeants accessibles et les relations avec le gouvernement directes. Cette proximité décisionnelle a été bénéfique au moment de l'implantation, mais aussi pour la demande de subventions ou encore pour la recherche d'investissements. Si notre entreprise technologique était implantée dans l'un de nos pays voisins, notre visibilité serait bien moindre. » Walter Grzymas apprécie l'écosystème spatial luxembourgeois que le gouvernement continue de promouvoir.

La très bonne collaboration de l'entreprise avec Luxinnovation et avec la Luxembourg Space Agency encourage les synergies avec d'autres entreprises au Luxembourg et facilite l'accès aux appels d'offres européens dont les procédures sont compliquées et longues, surtout si on doit y répondre seul.

Si l'entrepreneur français apprécie le dynamisme de cet écosystème, il met toutefois en garde contre la difficulté d'obtenir des financements : les partenaires financiers traditionnels peinent à suivre le rythme de l'innovation technologique. « Les banques sont frileuses, même face à des projets solides de 10 millions d'euros », déplore le dirigeant. À l'image d'autres entreprises innovantes, Saturne Technology appelle à une simplification des circuits de validation bancaire et à un meilleur accompagnement des acteurs privés dans la conquête des marchés internationaux.

À un moment où les États débloquent d'importants budgets dans le domaine de la défense - des ressources susceptibles de stimuler l'activité du secteur - le Luxembourg doit veiller à ne pas rater le coche, en freinant l'élan des entreprises disposées à investir dans des outils de production encore plus performants et dans le développement de matériaux du futur. Et Walter Grzymas de conclure : « Ce qui ne se fera pas au Luxembourg, se fera ailleurs. Si nous ne prenons pas les parts de marché, d'autres le feront. »

Article :

LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL

laurence.kayl@fedil.lu

Photos :

ANN SOPHIE LINDSTRÖM



GO ELECTRIC

Ford



RÉSERVEZ UN ESSAI

Passez à l'électrique ! Découvrez la gamme de véhicules électriques Ford et réservez votre essai dès maintenant.

🔋 PUMA GEN-E : 13,1-13,7 KWH (CYCLE MIXTE) WLTP 🔋 EXPLORER : 14,5-17,3 KWH (CYCLE MIXTE) WLTP
🔋 CAPRI : 13,3-15,8 KWH (CYCLE MIXTE) WLTP 🔋 MUSTANG MACH-E : 17,3-21 KWH (CYCLE MIXTE) WLTP

Informations environnementales : ford.lu 🌱 Donnons priorité à la sécurité.



A middle-aged man with short, graying hair and glasses is seated in a modern, colorful armchair. He is wearing a dark navy blue suit jacket over a light-colored, button-down shirt. His hands are clasped in his lap. The background is a blurred office interior with large windows and dark structural elements. The word "Interview" is overlaid in a large, orange, italicized font across the middle of the image.

Interview

GEORGES RASSEL

Président de la FEDIL

« Le retour à la compétitivité est une priorité absolue, voire une question de survie. »

Au terme de votre première année à la présidence de la FEDIL, quel regard portez-vous sur l'année qui vient de s'écouler et quels sont les grands sujets politiques qui ont marqué les activités de la FEDIL ?

Tout au long de l'année, c'est l'agenda européen qui a fortement marqué les activités et les travaux de la FEDIL. En amont des élections européennes de juin 2024, la FEDIL avait formulé toute une série de messages à l'attention des décideurs nationaux et européens amenés à forger la future politique, notamment industrielle et commerciale, de l'Union européenne. Au centre de ces revendications figuraient la redynamisation de l'industrie européenne, l'harmonisation du marché unique, l'encouragement de l'innovation, le renforcement des échanges commerciaux et l'allègement du carcan réglementaire. Tous ces sujets ont été abordés au fil des différents événements de la FEDIL - que ce soit lors de notre table ronde européenne, du FEDIL Industry Day ou encore de la Réception du Nouvel An des entreprises de cette année, où nous avons eu l'honneur d'accueillir Roberta Metsola, présidente du Parlement européen.

Après l'élection du nouveau Parlement européen et la mise en place de la seconde Commission von der Leyen, l'actualité européenne a continué de marquer les activités de la FEDIL, notamment suite à la publication du rapport d'Enrico Letta sur le marché unique - déjà publié avant l'échéance électorale - et du rapport de Mario Draghi sur la compétitivité européenne. Ce dernier a fait l'objet d'une analyse détaillée pour ce qui est des sujets relevant de la compétence de la FEDIL, avec une attention particulière portée sur la surréglementation et la question énergétique.

Vous allez même jusqu'à parler de fléau de la surréglementation...

En effet, tous les acteurs économiques, quel que soit leur domaine d'activité, perçoivent la surréglementation et les charges administratives comme un important frein à la compétitivité. Les messages relatifs à ce sujet, véhiculés lors des dernières

élections européennes, la prise de conscience sur le sujet de la compétitivité ainsi que les défis en la matière posés par nos partenaires commerciaux ont enfin initié le lancement d'actions correctives au niveau européen. Il ne s'agit pas d'abandonner les objectifs des réglementations en question, mais de redresser le tir après avoir constaté l'ampleur des implications réglementaires récentes, qui soulèvent des questions sérieuses quant à la faisabilité, à la capacité et au coût de gestion, ainsi qu'à l'intégrité du marché intérieur.

La « Boussole de la compétitivité » dont s'est dotée la Commission européenne et le paquet « Omnibus » visant à simplifier les règles européennes, doivent maintenant être suivis d'actions concrètes, pragmatiques et incisives. Nous n'avons pas droit à l'échec dans cet exercice de rééquilibrage particulièrement important pour l'avenir économique de l'UE, en général, et notre avenir industriel, en particulier.

Au niveau national aussi, les actions du gouvernement vont dans le sens de la simplification administrative et du « Once Only », ce qui est bien sûr favorablement accueilli par les entreprises et les citoyens.

Dans votre programme d'investissement, vous avez placé les sujets liés à l'intelligence artificielle en haut de l'agenda, avec l'ambition de positionner la FEDIL comme un interlocuteur privilégié dans la transition numérique des entreprises. Quelles actions ont été mises en place pour prétendre à ce rôle ?

Lorsque j'ai consulté l'année passée certains de nos membres sur leurs sujets prioritaires, tous ont unanimement mentionné l'intelligence artificielle comme un facteur susceptible d'impacter leurs activités industrielles et commerciales. De ce fait, les experts de la FEDIL ont pris le sujet à bras le corps et se sont prioritairement penchés sur la transposition et l'implémentation de réglementations européennes importantes, telles que le Data Act, l'AI Act ou encore la directive NIS 2.0. Pour optimiser l'information à destination de ses membres, dynamiser

les discussions et favoriser le partage de bonnes pratiques, la FEDIL a organisé un certain nombre de conférences et instauré des plateformes d'échange dédiées : les Digital & Innovation meet-ups, le FEDIL AI Forum et le FEDIL NIS2 Forum connaissent un grand succès auprès des entreprises et sont désormais des rendez-vous fixes dans notre calendrier.

La FEDIL a également présenté sa « Stratégie d'IA pour un Luxembourg compétitif et résilient » devant le Haut Comité à la transition numérique. Par ailleurs, elle a publié un avis sur le projet de loi 8476 (implémentation de l'AI Act), dans lequel elle met en exergue le rôle des futurs régulateurs et le cadre infrastructurel, y compris la question énergétique. Finalement, en partenariat avec Luxinnovation et avec le soutien de la Chambre de Commerce, la FEDIL a lancé la première édition des « Luxembourg AI Excellence Awards » qui sont remis à l'occasion de Nexus Luxembourg 2025. À côté du projet existant du Digital Innovation Hub, nous comptons aussi promouvoir l'activité des « AI Factories » de Luxinnovation.

Je tiens à souligner l'utilité des mesures d'incitation et d'accompagnement, initiées par le gouvernement directement ou à travers le réseau des organisations publiques du monde de l'innovation et de la recherche. Mais pour réaliser nos ambitions en la matière, il est impératif de faire les bons choix réglementaires et de prendre les bonnes décisions en matière d'infrastructures. Une collaboration étroite entre les acteurs publics et privés ainsi qu'entre les porteurs de projets et les fournisseurs de solutions est essentielle pour faire avancer les choses.

Vous venez de mentionner la question énergétique qui est pertinente aussi pour la transition numérique et l'économie des données. La FEDIL reste très impliquée dans tous les dossiers liés à la transition énergétique et à la décarbonation de l'industrie. Quels leviers peuvent être actionnés pour améliorer la compétitivité de l'industrie ?

Il ressort des messages de nos membres que nos entreprises manufacturières restent très vigilantes quant à la question énergétique. Disposer d'une électricité à un prix compétitif est considéré comme l'une des clés pour réussir le gigantesque

chantier de la décarbonation de notre économie. Que ce soit à travers sa participation active à l'« Energiedesch » instauré par le nouveau gouvernement, sa collaboration au sein du Haut Comité pour le développement de l'industrie ou encore dans le cadre de la négociation d'un nouvel Accord Volontaire 2024-2030, la FEDIL a su faire valoir ses positions et recommandations en faveur des entreprises membres exposées à des coûts énergétiques élevés et à des objectifs de décarbonation difficiles à atteindre.

Nous sommes particulièrement satisfaits que notre collaboration avec le ministère de l'Économie et de l'Énergie ainsi qu'avec les spécialistes du secteur au sein et en marge du Haut Comité pour l'Industrie ait permis d'identifier des pistes d'action très concrètes qui seront soumises au gouvernement dans l'intérêt de nos entreprises et des consommateurs en général. Nous savons que la marge de manœuvre pour influencer la facture énergétique n'est pas illimitée, en raison des contraintes de marché ou encore de l'encadrement européen en cours d'amélioration. Mais il est essentiel d'utiliser la marge de manœuvre dont nous disposons pour influencer les décisions européennes dans le bon sens.

Avec plus de 1.900 conseils personnalisés, dont la plupart concerne le domaine des affaires sociales, la FEDIL est fortement sollicitée pour accompagner ses entreprises membres dans des questions relatives au droit du travail. Quels sont les sujets qui ont été dernièrement au centre des préoccupations ?

Dans le domaine des relations de travail et des affaires sociales, une attention particulière a été portée à l'absentéisme sur le lieu de travail, un sujet également abordé dans une enquête menée par l'UEL. Par ailleurs, les élections sociales de mars 2024, la directive sur la transparence des rémunérations, l'imposition des salariés frontaliers allemands et plusieurs projets de loi relatifs à l'organisation du travail figuraient en haut de l'agenda. La FEDIL continue d'œuvrer aux côtés de l'UEL pour une modernisation des instruments de dialogue social. Face aux besoins de modernisation et d'adaptation de notre cadre légal, nous sommes confiants quant aux annonces faites dans le programme gouvernemental et pensons qu'elles vont dans le bon sens. Nous espérons que le dialogue social relancé par le gouvernement mènera aux résultats escomptés.

La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'attrait et la rétention de talents, la formation professionnelle continue, voilà d'autres thèmes qui préoccupent nos membres et pour lesquels la FEDIL s'engage à travers différentes initiatives et collaborations. La FEDIL a par ailleurs relancé le projet HelloFuture, en partenariat avec le gouvernement et la Chambre de Commerce, visant à promouvoir les métiers techniques et scientifiques auprès des jeunes. Ainsi 35 présentations, auxquelles nos entreprises membres sont associées, ont pu se faire dans une douzaine de lycées à travers le pays.

Compte tenu des derniers développements en matière de politique commerciale internationale et des enjeux géopolitiques actuels, l'économie européenne, et en particulier son industrie, traverse une période difficile, marquée par de nombreuses incertitudes. Comment la FEDIL se positionne-t-elle face à ces chamboulements et comment peut-elle accompagner ses entreprises ?

En effet, après la pandémie de Covid, la rupture de certaines chaînes d'approvisionnement et la crise énergétique provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les relations économiques internationales sont aujourd'hui impactées par la politique commerciale tous azimuts du président Trump. Lors de notre assemblée générale du 24 avril dernier, Johan Geeroms, Risk Director chez Allianz Trade, nous a dressé un tableau bien sombre en partageant les perspectives macroéconomiques et les risques respectifs pesant sur les économies européennes, asiatiques et américaines.

Les moments difficiles que nous sommes en train de vivre dans nos relations transatlantiques et les risques d'une escalade des conflits commerciaux entre les principaux espaces économiques nous rappellent de manière frappante les avantages des principes d'ouverture économique, de fluidité des relations commerciales et l'intérêt d'entrer dans des accords commerciaux équilibrés avec nos partenaires. En Europe, comme ailleurs, les discours politiques avaient tendance à rassurer l'électorat sur la possibilité de se retrancher derrière des murs protectionnistes, sans mentionner le prix économique à payer. Nous espérons que l'Europe unie se rappellera les vertus d'un

commerce mondial intacte et qu'elle saura éviter les tensions malsaines, voire l'escalade dans les conflits. La disponibilité de nombreuses ressources indispensables au fonctionnement de notre économie, le coût des fournitures intermédiaires de nos industries et les chances d'écoulement de nos produits dépendent de la réussite de cet exercice difficile.

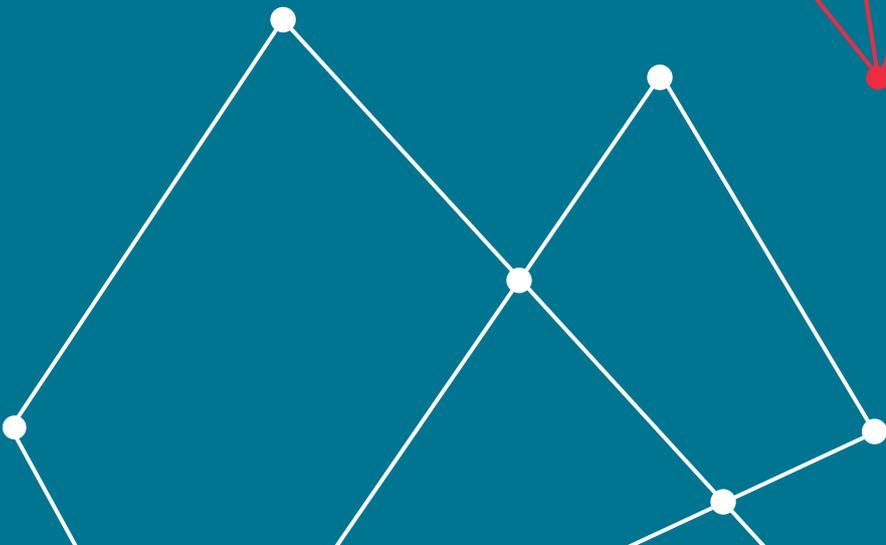
Indépendamment de l'issue de nos négociations avec nos partenaires commerciaux, et notamment les États-Unis - issue que nous ne maîtrisons pas entièrement -, n'oublions jamais qu'une partie de la réponse à cette situation difficile est entre nos mains, à savoir le renforcement de notre compétitivité, qui est une priorité absolue, voire une question de survie, pour les entreprises luxembourgeoises et européennes. Nos critiques à l'adresse de ceux qui veulent taxer nos exportations vers leurs pays ne sont pas très crédibles, si nous n'arrêtons pas d'alourdir nous-mêmes la charge interne des entreprises qui pratiquent ces exportations.

La FEDIL vient de renforcer son équipe pour améliorer son expertise sur ces sujets qui ont atteint une telle ampleur sur la scène politique qu'il serait insensé pour nous de les ignorer ou de les sous-estimer. En particulier en matière de nouvelles réglementations et de mesures protectives et de leur impact possible sur les flux de marchandises et de services, la FEDIL continue de suivre de près les dossiers y relatifs sur le plan politique et d'accompagner ses membres sur cette question.

Au niveau national, il s'agit de poursuivre le dialogue constructif avec les ministères et les administrations pour traduire les intentions du gouvernement en actions propices à la croissance économique, à la modernisation du droit du travail ou encore à l'attrait d'investissements et de talents.



focus



Survey results : Perspectives on AI and Generative AI in industry

The transformative potential of Artificial Intelligence (AI) and Generative AI (GenAI) is reshaping industries globally, and Luxembourg is no exception. To understand the specific impact and adoption patterns within industry, FEDIL, in collaboration with the Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) et Luxinnovation, conducted a comprehensive survey. This study sought to provide critical insights into the current landscape of AI and GenAI utilization, the existing levels of adoption, the barriers and opportunities encountered, and the essential training, upskilling, and funding requirements needed to enhance competitiveness and drive innovation. By gathering input from key stakeholders, this survey aimed to build a foundational understanding of how AI is shaping our industry, inform strategic advocacy, guide policy recommendations, and support the development of tailored resources for accelerated AI adoption in Luxembourg. The results presented herein offer a crucial perspective on the industry's journey towards AI integration, and highlight the collective effort required to drive innovation, advance workforce development, and shape policies that will ensure our industry's prosperity in the age of AI.

RESPONDANTS PROFILE

- The survey was conducted over a period of 6 weeks from 31 January 2025 to 14 March 2025.
- The total number of survey respondents is 114.
- The sectoral representation is distributed as follows:
 - 2,5% - Space & Defense
 - 3% - Energy & Green-Tech
 - 2% - Health & Wellbeing
 - 28% - Manufacturing Industry
 - 16% - Information & Communication Technologies
 - 13% - Construction and construction-related industries
 - 11% - Transport & Logistics
 - 9% - Consulting and Advisory services
 - 4,5% - Human Ressources services
 - 11% - Other service providers
- In terms of company size at the site(s) in Luxembourg, the distribution is as follows:
 - 19% - 1-10
 - 13% - 10-50
 - 22% - 50-100
 - 15% - 100-250
 - 23% - 50-1000
 - 8% - 1000+
- The functions that responded to the survey were primarily top management (58%), followed by middle management (31%), back office (10%), and front office (2%).

DEFINITIONS

The following definitions have been used to ensure a common understanding:

What is AI?

EU Artificial Intelligence Act's (AI Act) definition: *"an 'AI system' is defined as "a machine-based system that is designed to operate with varying levels of autonomy and that may exhibit adaptiveness after deployment, and that, for explicit or implicit objectives, infers, from the input it receives, how to generate outputs such as predictions, content, recommendations, or decisions that can influence physical or virtual environments."*

What is Generative AI?

World Economic Forum's definition: *"Generative AI refers to a category of AI algorithms that generate new outputs including audio, code, images, text, simulations and videos, based on the data they have been trained on."*

EXECUTIVE SUMMARY

Positive outlook

The survey results reveal a promising landscape for the adoption of Artificial Intelligence (AI) and Generative AI (GenAI) among companies:

- Respondents anticipate that AI will significantly enhance process optimization and control, while also driving financial gains. However, only a minority believe that AI will effectively address labor shortages. The expected benefits in cost savings and process efficiency are especially pronounced in the manufacturing sector, where 8 out of 10 companies expect tangible improvements.
- Most companies consider themselves relatively mature in their use of AI technologies. Notably, 27% of respondents have AI applications either in development or in production, while 23% are in the experimentation or proof-of-concept (POC) phase. In total, 63% of companies fall into the more advanced stages of AI maturity, reflecting a proactive approach to leveraging AI for business success.
- The manufacturing sector shows strong interest in AI, though with cautious execution. In contrast, technology-driven sectors such as Information and Communication Technologies (ICT) exhibit high levels of AI integration, underlining the importance of innovation in accelerating AI adoption.
- Generative AI is overwhelmingly seen as an opportunity by both companies and individual users. A majority of companies are embracing the GenAI revolution, recognizing its potential to boost productivity, improve customer service, and streamline internal processes. The survey highlights a strong trend toward using GenAI as a productivity enhancer and intelligent assistant for employees. Companies are applying GenAI in areas such as customer support, content creation, and internal chatbots. Widely used platforms like ChatGPT and Copilot reflect the expanding ecosystem of AI tools.
- Progress is also being made in the area of data and AI governance, with over half of companies taking a leading role. Implementing such governance policies helps ensure data integrity, regulatory compliance, and the mitigation of potential risks associated with AI deployment.

Challenges

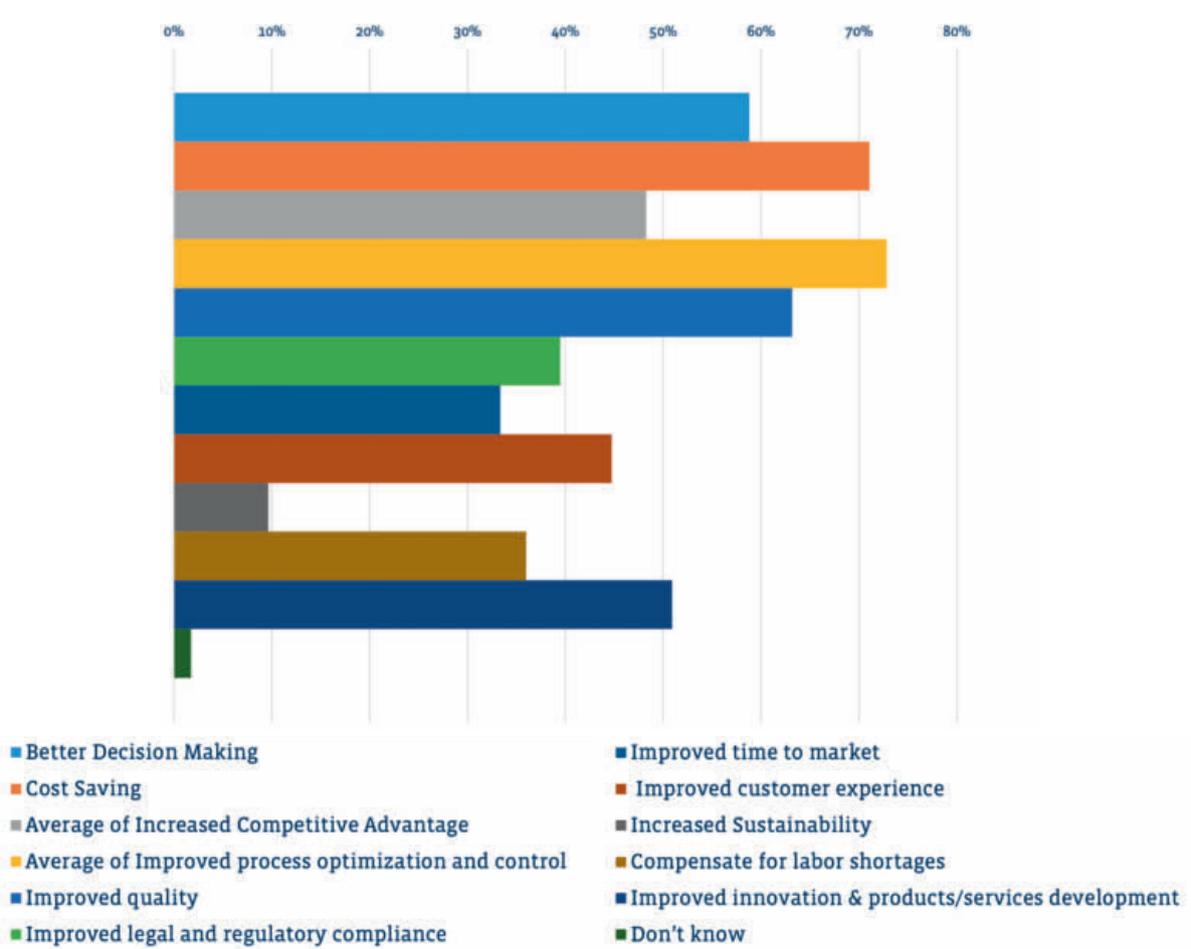
Despite the optimistic outlook, several challenges continue to hinder widespread AI adoption:

- A key barrier is the difficulty of collecting reliable data, which is essential for fully leveraging AI's capabilities. This issue is particularly acute in sectors such as manufacturing, construction, and transport, where collecting field data presents practical challenges.
- Another major hurdle is the lack of internal expertise and difficulty in identifying high-impact use cases. Many companies also report that their current level of digital maturity is insufficient for effectively implementing AI solutions.
- There is a clear knowledge gap when it comes to understanding and applying AI, particularly in identifying relevant use cases. This gap is exacerbated by the uneven visibility of key players in the AI ecosystem, contributing to a lack of awareness and added operational pressure. Additionally, a mismatch between the supply and demand of AI training opportunities is limiting companies' ability to fully exploit AI technologies.
- A further concern is the low rate of local hosting for Generative AI, raising questions about data sovereignty and security. While some companies choose local hosting for these reasons, they remain in the minority. Furthermore, despite the presence of leading AI platforms, awareness of how these systems function remains limited. Many employees admit to using public GenAI tools for professional tasks, even in companies with established governance policies—highlighting a disconnect between policy and practice.
- Although over half of companies have adopted data and AI governance policies, indicating a strong commitment to responsible AI usage, many others have yet to follow suit. Broader adoption of such policies will be crucial for managing data quality, ensuring compliance, and addressing ethical and security concerns related to AI.

Conclusion

While companies are optimistic about AI's potential and are actively moving toward its adoption, key challenges must be addressed to ensure secure, effective, and widespread implementation. The survey underscores the urgent need for greater knowledge sharing, targeted training initiatives, and robust security and governance frameworks to support broader adoption of AI and GenAI technologies.

ASSESSMENT OF THE POTENTIAL BENEFITS BY ADOPTING AI TECHNOLOGY



Graphic 1

Companies expect to see the benefits of AI adoption at multiple levels

We began our survey by asking companies how they assess the potential benefits of AI in order to gain an overall view of market expectations.

The survey reveals a widespread expectation among businesses for AI to deliver multifaceted benefits.

Specifically, respondents anticipate that AI adoption will significantly enhance process optimization and control, while also driving financial gains. Furthermore, AI is expected to improve quality and facilitate better decision-making. However, it is noteworthy that only a minority of companies believe AI will effectively address labor shortages.

This data underscores a broad optimism regarding AI's potential to revolutionize various aspects of business operations, albeit with a recognition of its limitations in certain areas such as in sustainability. Indeed, it can be noted that AI is not yet perceived as contributing to increased sustainability.

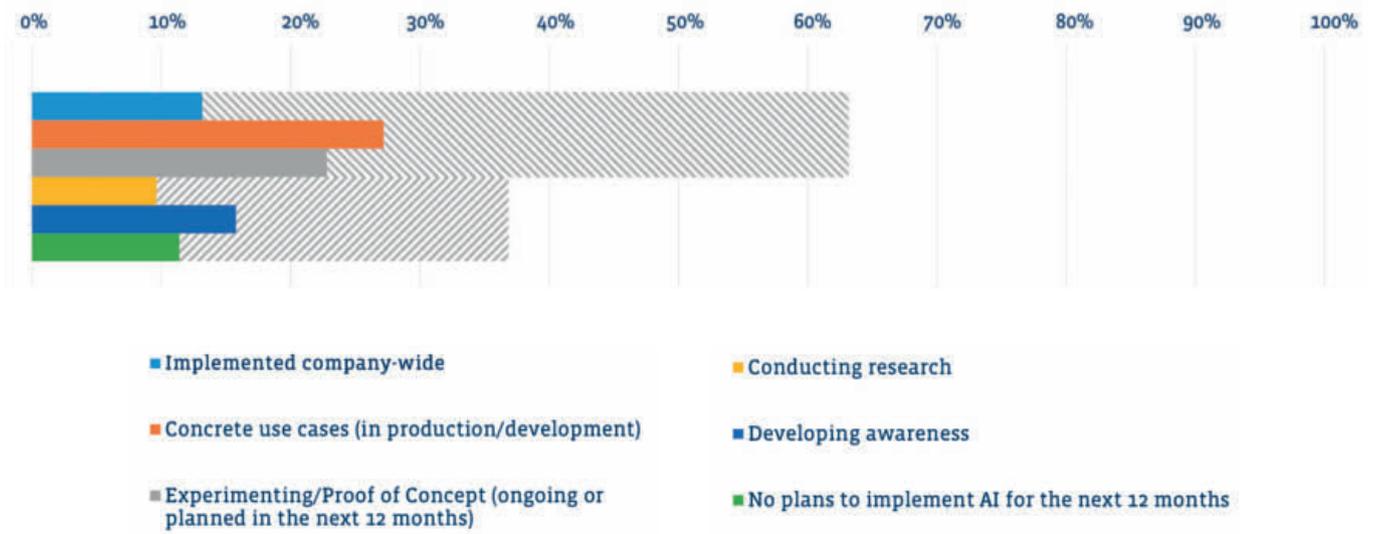
Only two organizations are not yet able to assess the potential benefits of AI.

Focus on the manufacturing sector

Looking more closely at the manufacturing sector, the overall trends observed in the total responses remain largely consistent. Cost saving, improved process optimization and control, and better decision-making continue to be the top three anticipated benefits.

However, the expected impact of cost saving and process optimization is particularly pronounced within this sector, with 8 out of 10 manufacturing companies expecting tangible gains in these areas.

MATURITY LEVEL REGARDING THE UTILISATION OF AI TECHNOLOGIES



Graphic 2

Companies consider they are mostly mature regarding the use of AI technologies.

The survey reveals a notable trend in AI adoption among businesses, with a significant portion already engaged in concrete AI use cases.

Specifically, 27% of respondents have AI applications in development or production, while 23% are in the experimentation and proof-of-concept (POC) demonstration phase. Furthermore, a substantial number of companies have successfully implemented AI at the company level, indicating a strong commitment to integrating these technologies.

Collectively, these more advanced companies, representing 63% of the survey participants, demonstrate a significant stride in AI utilization.

However, a contrasting segment of businesses (37%) is still in the nascent stages of AI adoption, exhibiting a lower maturity level. These companies are primarily focused on AI awareness initiatives, with 16% currently engaged in such efforts. This is particularly the case for the manufacturing sector, for which this figure stands at 23%. (Cf. graphic 3)

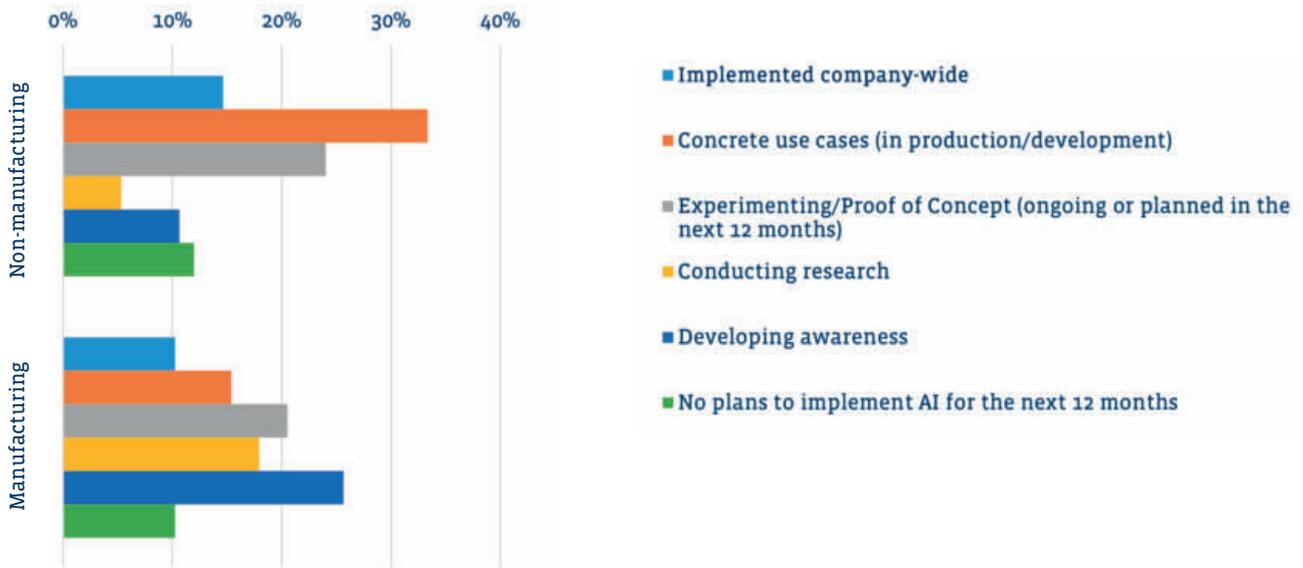
An important area for further exploration is how these companies plan to transition to practical AI adoption, including conducting studies and identifying applied use cases, and what support they require during this transition.

Interestingly, the survey also highlights a subset of respondents who do not plan to adopt AI technologies within the next 12 months. This raises pertinent questions about the reasons behind this decision, especially given the widespread adoption of AI across various maturity levels observed in the majority of participating companies.

We can conclude that if the levels “Implemented company-wide”, “Concrete use cases (in production/development)”, and “Experimenting/Proof of Concept (ongoing or planned in the next 12 months)” indicate a more advanced stage of AI maturity (63% in total) compared to “Conducting research”, “Developing awareness” and “No plans to implement AI for the next 12 months”, (37% in total), a trend towards predominantly mature organizations emerges.

Manufacturing sector, a strong interest but careful execution

In the manufacturing sector, the share of advanced companies is lower compared to the non-manufacturing sector. However, a significant number of companies are still in the exploration and learning phase, indicating strong interest in the topic. This is further supported by the fact that fewer manufacturing companies report having no AI implementation plan at all, compared to their non-manufacturing counterparts.



Graphic 3

Sectoral distribution

While the overall survey reveals a promising trend in AI adoption, a deeper dive into sector-specific data presents a more nuanced picture. Notably, the manufacturing sector lags behind, with less than half of the surveyed companies demonstrating AI maturity. Conversely, technology-driven sectors like Information and Communication Technologies (ICT) exhibit high levels of AI integration.

This sectoral disparity highlights a critical insight: AI adoption is predominantly propelled by industries at the forefront of technological innovation.

ASSESSMENT OF DATA AVAILABILITY AND READINESS FOR AI ADOPTION

Overcoming data collection challenges to unlock AI adoption

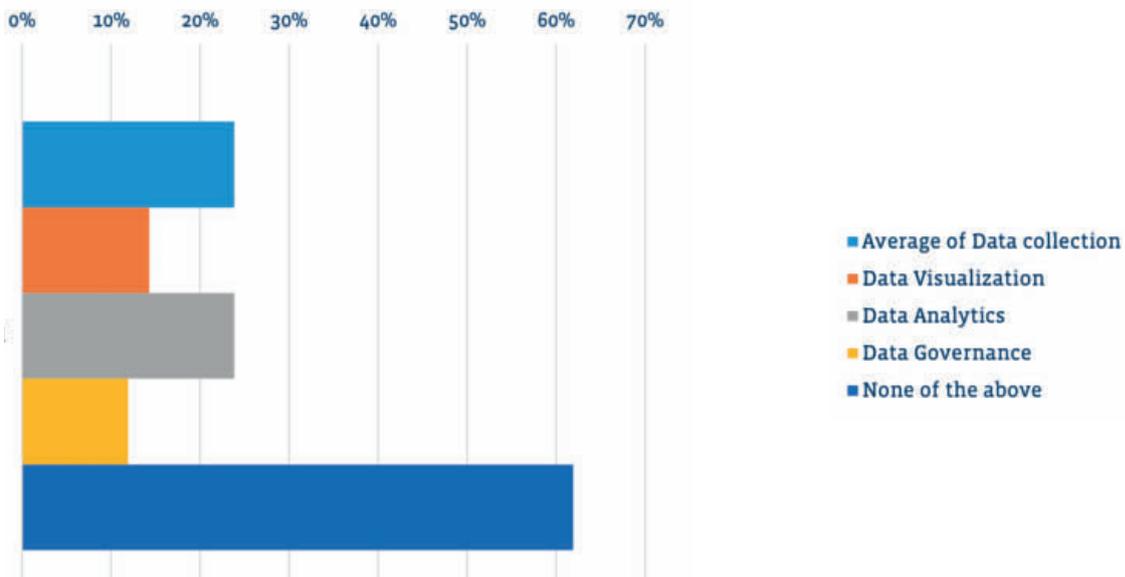
When specifically questioned about foundational data functions, a mere 24% of these companies, representing those with lower AI maturity (37% of respondents), reported having fully operational data collection capabilities. This highlights a critical impediment to their AI adoption, as data availability is a cornerstone of effective AI implementation.

Alarming, 62% of these companies reported a complete absence of basic data functions. This suggests a lack of understanding or effort in identifying and leveraging available or potential data sources. Consequently, the data foundation required for AI initiatives is severely lacking, hindering these companies' ability to progress in AI adoption.

A significant factor contributing to the slower adoption of AI in sectors such as manufacturing, construction, and transport is the inherent difficulty in collecting field data. Unlike industries where data is generated digitally by nature, these sectors often grapple with harsh operating environments and legacy equipment, making data acquisition a considerable challenge.

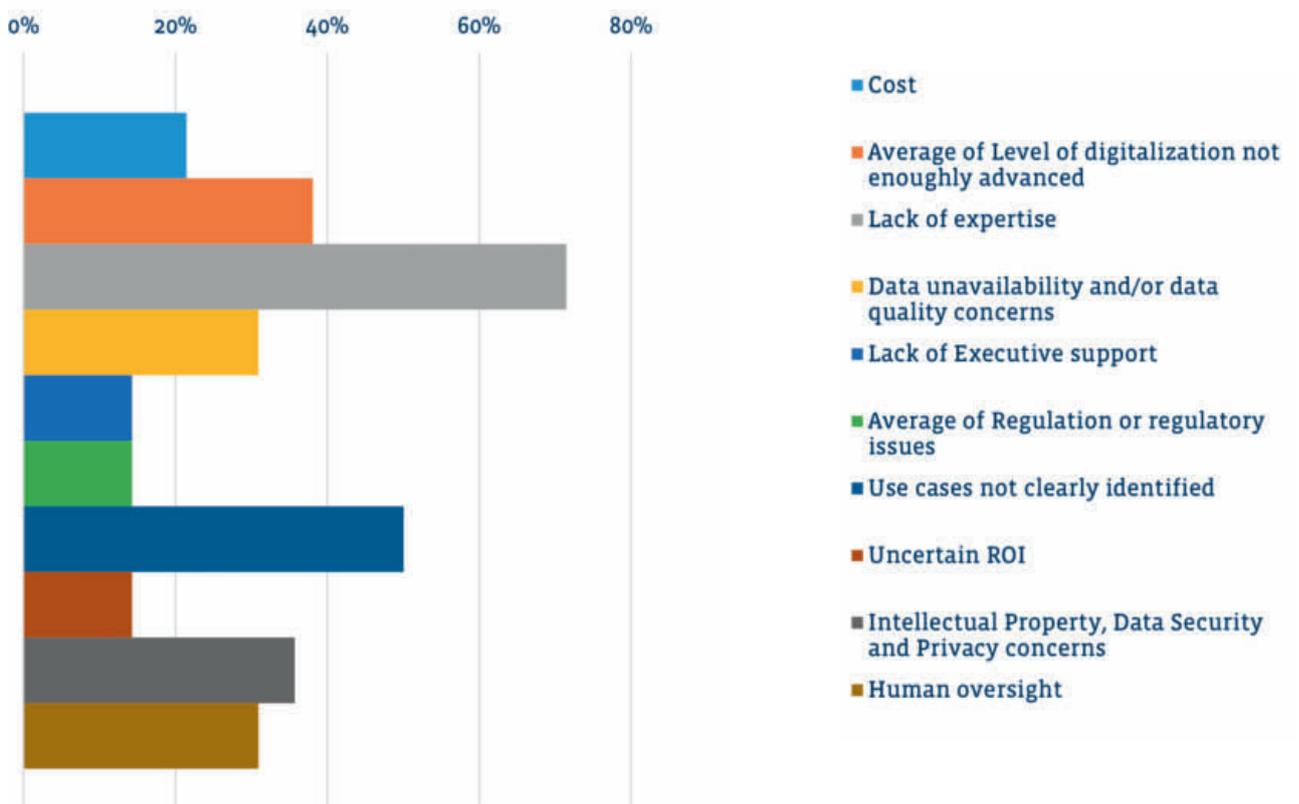
Furthermore, capturing the necessary data frequently requires significant investment in deploying appropriate sensors if they are not already in place. Even connecting existing machinery can be complex, often necessitating specialist expertise and disruptive production stoppages. These practical and financial barriers explain why these traditionally physical industries often lag behind their digitally native counterparts in establishing fundamental data functions.

This observation is directly corroborated by responses to a subsequent question in our survey, which identified data availability and quality as one of the top three roadblocks hindering AI implementation across all sectors. The specific challenges faced by manufacturing, construction, and transport in data collection underscore the critical need for tailored strategies and solutions to overcome these hurdles and unlock the potential of AI within these vital industries.



Graphic 4

TOP CHALLENGES TO BE OVERCOME FOR ADOPTING AI



Graphic 5

Top AI adoption challenges: expertise and use case identification

For a significant portion of companies with lower AI maturity, a critical obstacle to AI adoption is the lack of internal expertise. Compounding this challenge is the absence of clearly defined use cases.

This raises the question of whether this is due to a lack of preliminary work or an inherent difficulty in identifying relevant use cases, suggesting a potential need for external support.

This finding directly connects with the responses to our previous question regarding data collection and visualization capabilities which is as well identified as a challenge for AI adoption. As those results indicated a deficiency in fundamental data collection and visualization features, it naturally raises concerns about the potential for leveraging the available data. Without robust mechanisms for gathering and effectively presenting information, it becomes challenging, if not impossible, to fully explore its insights and derive meaningful conclusions. This foundational gap underscores a critical area for improvement to unlock the true value of the data assets.

Interestingly, our survey results reveal that cost does not rank within the top five obstacles hindering the adoption of AI. This suggests that while financial considerations are undoubtedly a factor, other challenges are perceived as more significant deterrents. This insight warrants further exploration to understand the primary hurdles that organizations face in embracing Artificial Intelligence.

By identifying these key barriers, companies can better focus their efforts on developing targeted strategies to facilitate wider AI adoption.

There is a clear need for targeted interventions to bridge the expertise and digitalization gaps, ensuring that companies of all maturity levels can effectively integrate AI technologies. Disruptive production stoppages. These practical and financial barriers explain why these traditionally physical industries often lag behind their digitally native counterparts in establishing fundamental data functions.

Focus on the manufacturing sector

Focusing on the manufacturing sector, our findings indicate comparable trends in the perceived barriers and challenges to AI adoption, mirroring the broader survey results with a prominent concern being the lack of internal expertise.

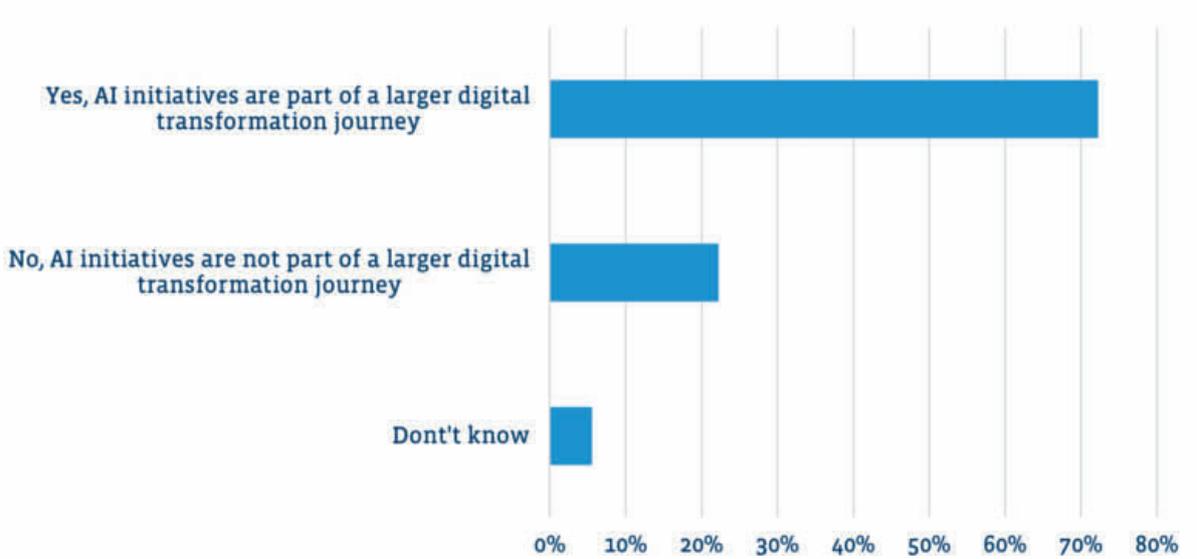
However, a noteworthy distinction emerges within this sector: a significantly higher percentage of respondents believe that their current level of digitalization is not sufficiently mature to effectively implement AI solutions.

In an era of increasing economic digitalization, it is imperative to continue supporting industry companies in their digitalization efforts and processes. This support is crucial to accelerate their AI adoption journey, enabling them to fully leverage the benefits of AI and maintain competitiveness.

This highlights a crucial prerequisite for AI adoption in manufacturing – a foundational level of digital infrastructure and maturity.

Addressing both the expertise gap and the perceived lack of digital readiness will be essential for facilitating the successful integration of AI within this industry. This also reinforces our earlier point about the fundamental need for data collection and visualization capabilities, as a low level of digitalization often implies shortcomings in these areas.

INTEGRATING AI INITIATIVES INTO THE DIGITAL TRANSFORMATION JOURNEY



Graphic 6

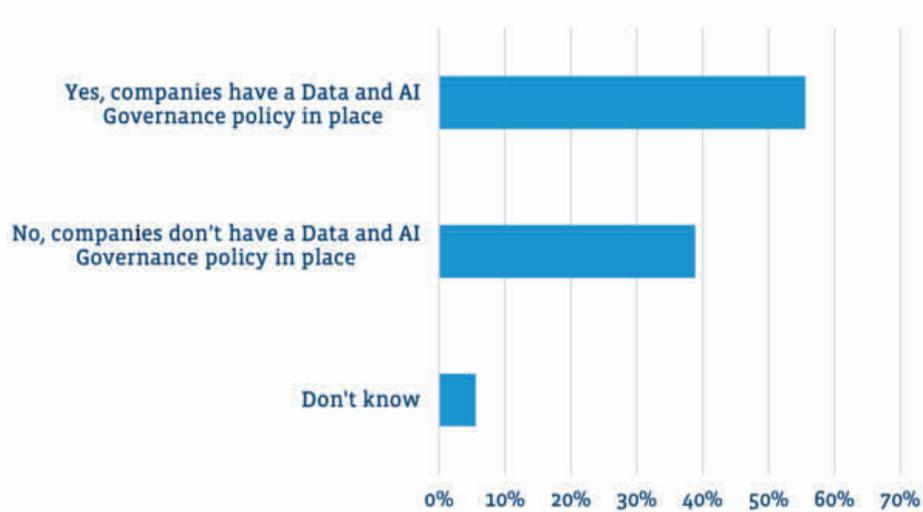
Mature companies integrate AI into digital transformation

Companies with a higher AI maturity level (63% of respondents) were specifically targeted with a set of focused questions.

Encouragingly, the vast majority of these companies have integrated their AI initiatives into a comprehensive corporate digitalization strategy. This indicates a strategic alignment of AI adoption with broader organizational digital transformation efforts.

This integration highlights a proactive approach among mature companies, where AI is not viewed as an isolated technology but rather as an integral component of their overall digital evolution.

DATA AND AI GOVERNANCE POLICY



Graphic 7

Governance in Data and AI: over half the companies lead, room for more to follow

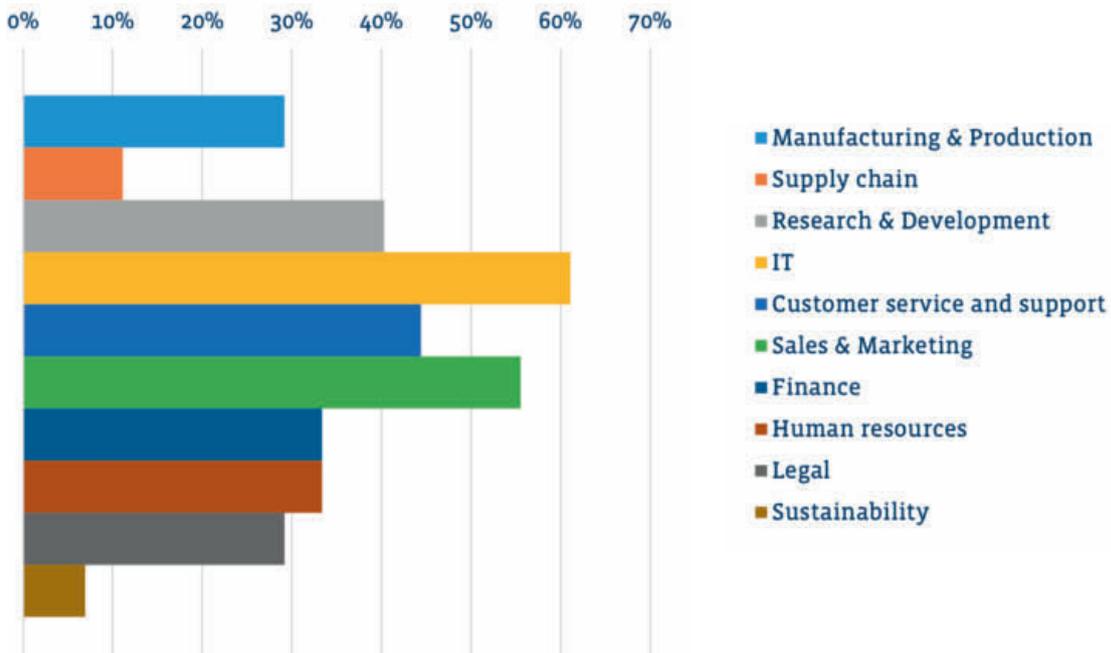
The survey results reveal that a commendable 56% of organizations have already established a data and AI governance policy, showcasing their commitment to responsible AI integration. This is a promising indicator of the growing recognition of the importance of governance in AI initiatives.

However, there is still an opportunity for improvement, as 45% of companies have yet to implement such policies. This presents a valuable chance for these organizations to enhance their digitalization strategies by developing comprehensive data and AI governance frameworks. By doing so, they can ensure the long-term sustainability and ethical implications of their AI initiatives are well-managed.

The findings emphasize the importance for companies to prioritize the creation and implementation of robust governance policies. This will not only align with their advanced AI integration but also support their overall digitalization efforts. Embracing these policies will help organizations manage data integrity, ensure compliance, and mitigate potential risks associated with AI deployment.

In conclusion, while many companies are on the right track, there is a significant opportunity for others to strengthen their strategic approach by adopting and enforcing data and AI governance policies. This will ensure the responsible and ethical use of AI technologies within their organizations, ultimately contributing to a more robust and sustainable digital future.

CORPORATE FUNCTIONS ADOPTING AI



Graphic 8

The AI adoption frontline: IT, sales, and customer service lead the way

For companies at the forefront of AI adoption, it is insightful to examine which corporate functions are leading the change in AI integration.

The survey reveals that IT department is the primary drivers of AI utilization. Sales and Marketing functions also demonstrate significant AI adoption, likely leveraging it for marketing content creation and sales argumentation. Customer service and support are other areas where AI is employed, notably through the implementation of chatbots. However, Manufacturing and Production functions exhibit comparatively lower AI adoption rates.

This data highlights a clear trend: AI deployment is heavily concentrated in technology-centric and customer-facing departments. The relatively slower adoption in manufacturing and production suggests potential areas for future growth and exploration in AI application within these sectors.

AI USE CASES: EMERGING TRENDS AND INSIGHTS

We asked more mature companies to share some used cases. The submitted examples paint a vibrant picture of the current landscape of AI adoption across various sectors.

Several key trends emerge, highlighting both the immediate applications and the future direction of AI integration within organizations:

- 1. Focus on efficiency and automation:** A significant portion of the use cases centers around enhancing operational efficiency and automating routine tasks.
- 2. Enhancement of human capabilities:** AI is increasingly being seen as a tool to augment human skills and productivity, rather than replace them entirely.
- 3. Customer and employee experience improvement:** Several applications directly target enhancing interactions and experiences for both customers and employees.
- 4. Industry-specific applications:** While many use cases are cross-industry, some examples highlight the tailored application of AI within specific sectors, namely manufacturing, HR and recruitment, legal and IT.
- 5. Exploration of Generative AI:** The increasing mention of "GenAI" and tools like Microsoft Copilot indicates a growing interest in leveraging generative models for a wider range of tasks, from text generation and image creation to more complex problem-solving.

Key takeaways:

The provided uses cases paint a picture of an evolving AI landscape characterized by widespread adoption, a pragmatic focus on return on investment, the empowering potential of augmentation, the disruptive force of GenAI, and a growing trend towards strategic integration. These key takeaways highlight a significant shift in how organizations are approaching and leveraging AI, signaling a future where this technology plays an increasingly central and transformative role in driving business success.

TANGIBLE AND PERCEIVED BENEFITS OF AI ADOPTION IN COMPANIES - TRENDS AND INSIGHTS

We asked respondents to explain the benefits that AI has brought to their companies when implemented.

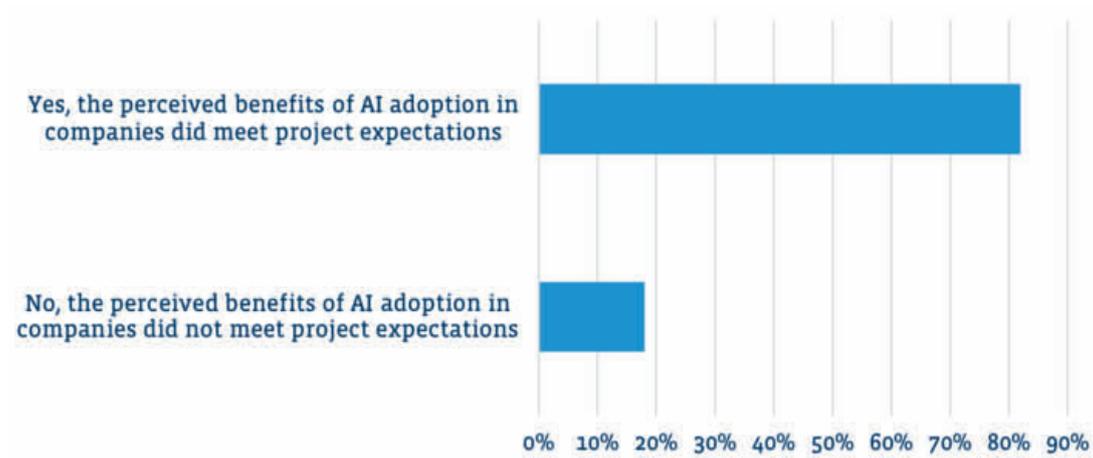
The responses overwhelmingly highlight a range of tangible benefits that companies are already experiencing or anticipate from their AI initiatives. The key trends emerging from these examples include:

- 1. Significant gains in efficiency and productivity:** This is the most frequently cited benefit, manifesting in various ways such as process automation, time optimization and faster response times.
- 2. Enhanced decision-making and insights:** AI is contributing to more informed and data-driven decision-making including improved data analysis and anticipating future trends.
- 3. Improvement in quality and accuracy:** AI is contributing to higher quality outputs and reduced errors.
- 4. Acceleration of innovation and development:** AI is speeding up crucial innovation cycles such as product development.
- 5. Enhanced customer and employee experience:** AI is positively impacting both external and internal stakeholders.
- 6. Cost reduction and resource optimization:** While not always the primary driver, cost savings are a significant outcome of AI adoption.
- 7. Competitive advantage and new business opportunities:** AI is enabling organizations to differentiate themselves and explore new revenue streams, gaining a competitive edge or developing new business lines.

Key takeaways:

The replies show a strong positive perceptions of AI benefits, particularly in terms of efficiency, productivity, and decision-making. It's also important to acknowledge the ongoing development and the need for strategic implementation, data quality, and internal expertise to fully realize the potential of AI. The increasing number of concrete examples demonstrates a shift from theoretical discussions to practical application and measurable results.

AI PROJECT SUCCESS IN COMPANIES



Graphic 9

AI delivers, but knowledge gaps persist: bridging the use case divide

One of the key takeaways from our survey is the positive impact of AI implementation when executed effectively. The data confirms that AI solutions are delivering on their promises, showcasing tangible benefits across various business applications.

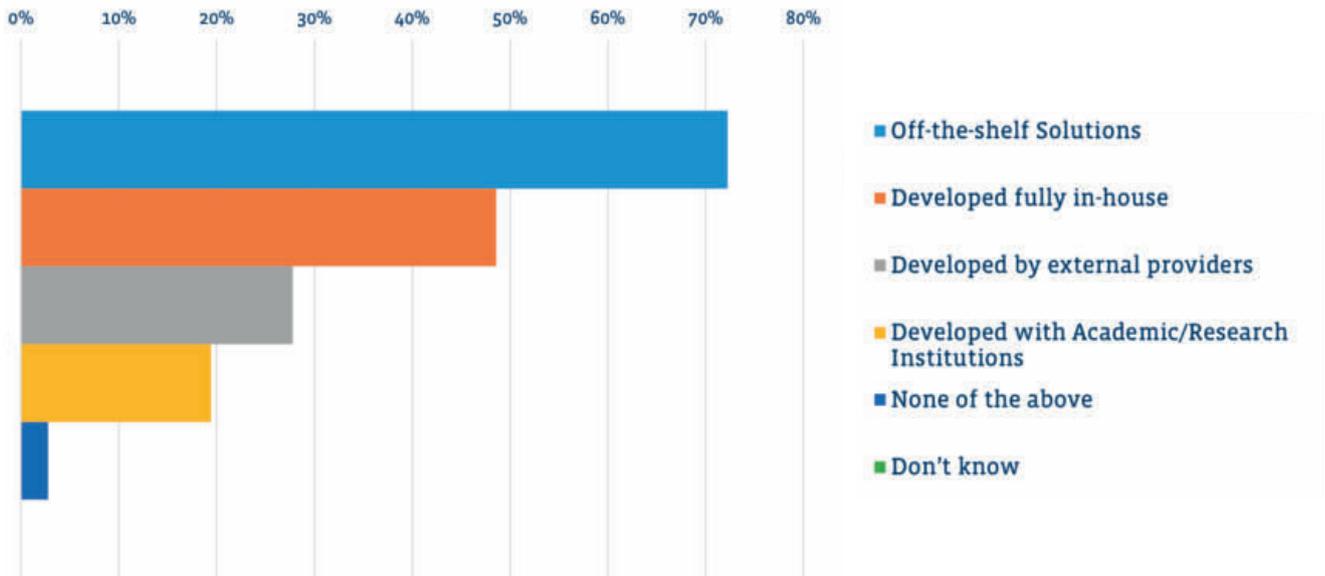
This success, however, is juxtaposed with the finding that 30% of respondents to graphic 5. reported a lack of identified AI use cases.

This discrepancy emphasizes the critical need for enhanced knowledge sharing and dissemination of best practices. By showcasing successful AI implementations, we can bridge this gap and accelerate the adoption of AI across all sectors.

The **FEDIL AI Forum** is a dedicated platform launched in early 2024 by FEDIL to bring together its members around the topic of artificial intelligence. Open to AI users, developers, and integrators, the forum meets three times a year and serves as a collaborative space to share best practices, explore use cases, and discuss regulatory developments such as the EU AI Act. It also acts as a channel for collecting concerns and insights from companies, which FEDIL relays to national and European policymakers to help shape a supportive framework for AI innovation and adoption.

For further information, contact Céline Tarraube, Adviser Digital & Innovation at FEDIL (celine.tarraube@fedil.lu).

SOURCES OF AI SOLUTIONS IN COMPANIES



Graphic 10

The multifaceted landscape of companies' AI solutions

To gain a deeper understanding of AI implementation within companies, it is crucial to examine the sources of AI tools and systems being utilized.

The survey findings reveal that a large majority of companies rely on commercially available AI solutions and tools. However, a significant portion of enterprises also engage in in-house development, suggesting the presence of substantial internal resources and expertise.

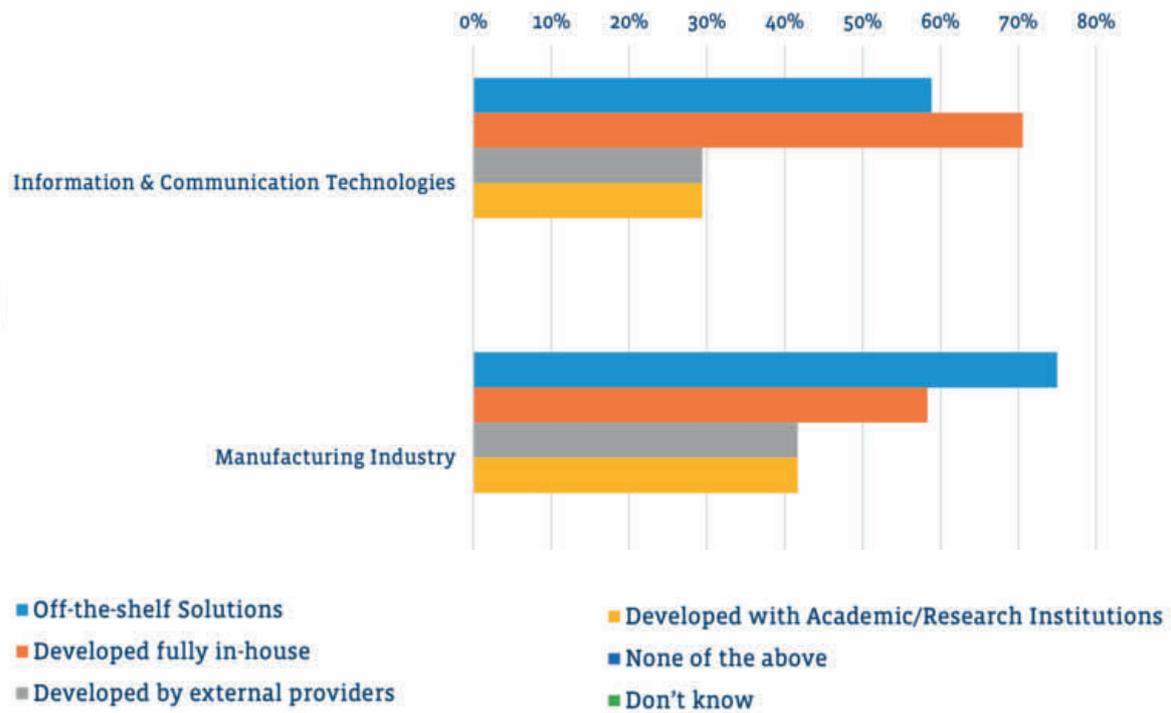
Intriguingly, a low percentage of AI software and solutions are developed in partnership with academic institutions and public research entities.

These results indicate a diverse landscape of AI sourcing, with a blend of off-the-shelf solutions, internal development, and collaborative research efforts. This diversity underlines the multifaceted nature of AI solutions and the varied pathways companies are taking to integrate AI into their operations.

Focus on manufacturing and ICT sectors

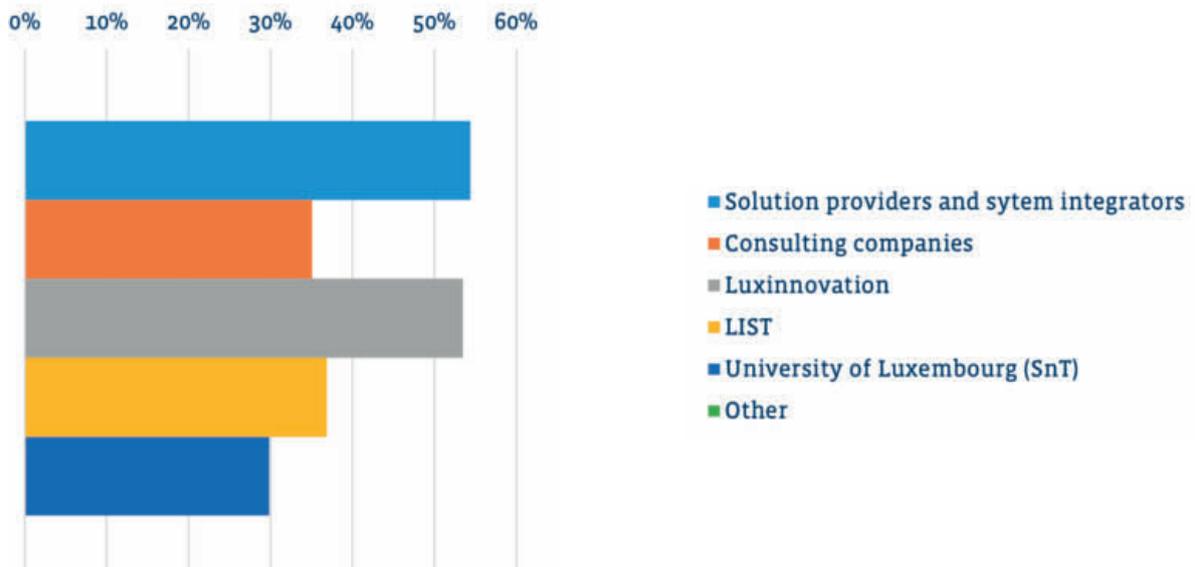
Our findings reveal a significant reliance on off-the-shelf AI solutions within the manufacturing sector. This preference directly correlates with the sector's identified challenge of lacking in-house AI expertise, as highlighted in graphic 5. This suggests that manufacturers are opting for readily available tools as a practical approach to AI integration, given their current skill gap. However, this strategy may limit their ability to leverage AI for highly customized or innovative applications.

In opposite, the ICT sector rely more on in house developed solutions. This is also the sector where the lack of expertise is not seen as a roadblock for AI implementation. Interestingly, the use of academics and external providers is similar in ICT and manufacturing.



Graphic 11

AI ECOSYSTEM IN LUXEMBOURG



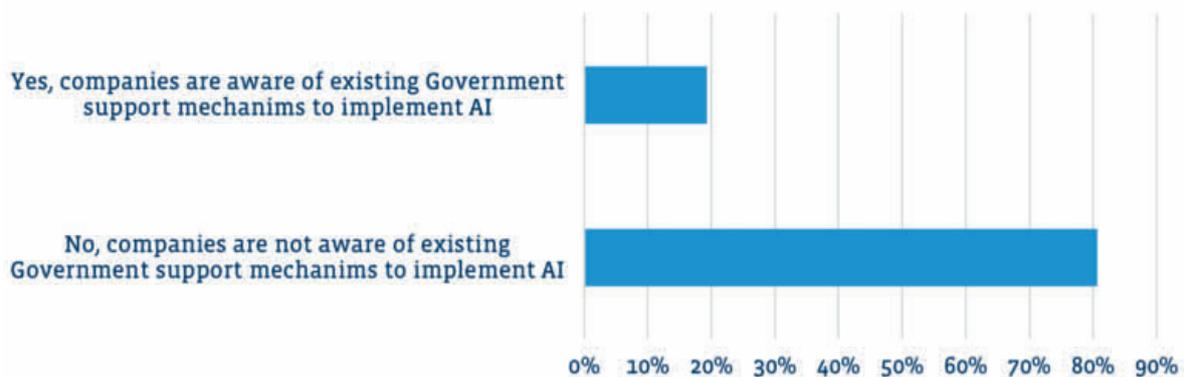
Graphic 12

Uneven spotlight: visibility gaps among key players in the AI landscape

Our survey reveals a notable disparity in the recognition of key players within the AI landscape. While solution providers, system integrators, and Luxinnovation enjoy a relatively high level of awareness at 54% each, consultants and public research institutions remain less visible.

This finding aligns with our observation from the previous question, which indicated limited collaboration between the public/academic research sector and the development of AI systems and solutions. This suggests a potential gap in awareness or engagement, highlighting an opportunity to strengthen connections between these sectors to foster greater AI innovation.

AWARENESS OF GOVERNMENT SUPPORT



Graphic 13

Connecting resources with reality: overcoming awareness and operational pressures in AI

A concerning trend emerging from our survey highlights a significant challenge in the dissemination of government-backed AI support mechanisms. Despite recent launches for some of these programs, the findings indicate that they are not effectively reaching their intended beneficiaries. This points to a critical communication gap that urgently requires attention. There is a clear need to reassess and enhance outreach strategies to ensure businesses are well-informed about the available resources designed to facilitate their AI journey (as a reminder, the survey has been conducted before large communication on Fit4AI tool).

However, we cannot ignore the daily reality within many companies, particularly in the manufacturing sector and among small and medium-sized enterprises (SMEs). Often, management teams are deeply absorbed in day-to-day operations, leaving limited time for strategic reflection. This lack of dedicated time to step back and consider long-term company evolution and external trends, including AI advancements, represents a considerable hurdle. This reality underscores the importance of change management and understanding how human behavior can significantly impact the success of digital transformation projects.

Addressing both the external challenge of awareness and the internal constraint of time for strategic thinking is essential to unlock the full potential of AI adoption across all sectors.

WIDELY RECOGNIZED SUPPORT MECHANISMS



Graphic 14

Unseen support: low awareness of AI mechanisms despite prominent players

Findings from the preceding question indicate a low level of awareness regarding available support mechanisms, with only 20% of respondents being knowledgeable about them. Furthermore, not all of this small group could actually identify a specific support mechanism.

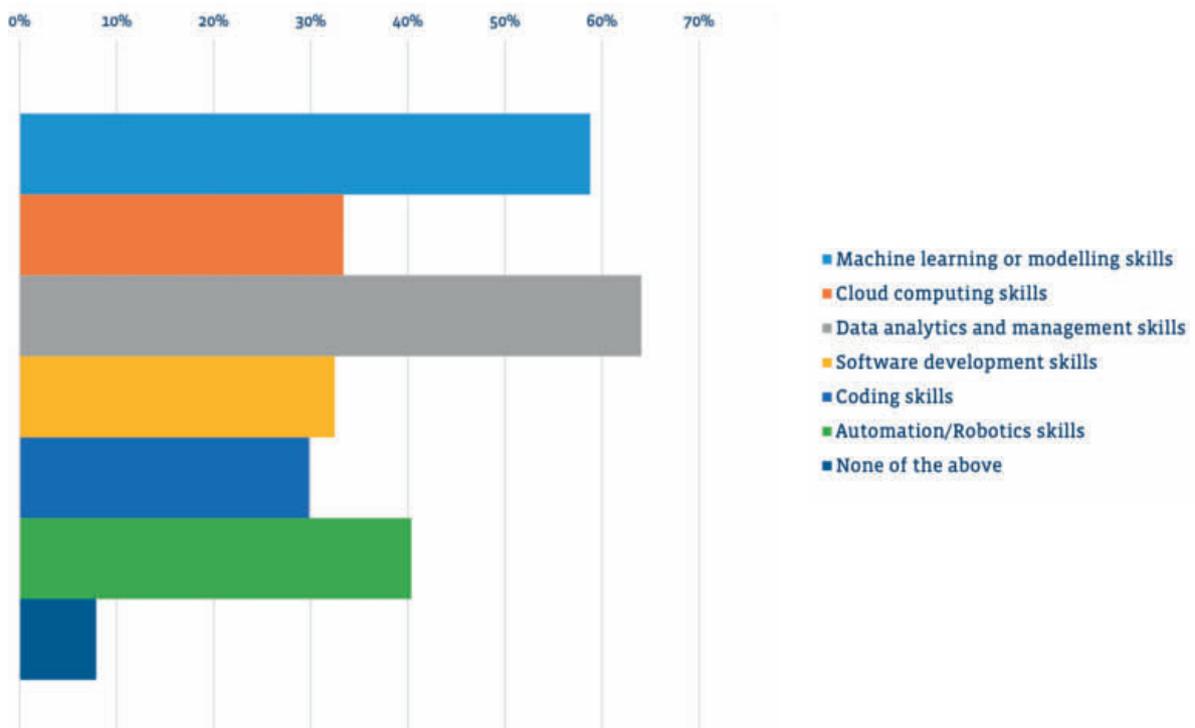
The word cloud provides a visual representation of the most frequently referenced initiatives and organizations. The terms "FIT4" and "Luxinnovation" appear most prominently, reflecting their high frequency of occurrence in the dataset. Other notable entries include "tax relief for digital transformation", "RDI", and "SnT", suggesting their relevance within the context analyzed. Additional mentions such as "University of Luxembourg", "FNR", and "House of Startups" indicate a broader network of stakeholders, though with comparatively lower visibility. This visualization effectively highlights the dominant themes and key players.

For detailed information on AI support mechanisms, visit the Luxinnovation website at luxinnovation.lu or contact the team directly. They offer comprehensive guidance and a wide range of resources.

If you're a manufacturer, it's worth connecting with the Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) via dih.lu, which provides tailored support to help manufacturers innovate and grow.

For personalized assistance, don't hesitate to reach out to Luxinnovation — they can offer the specific insights and support you need.

REQUIRED AI SKILLS



Graphic 15

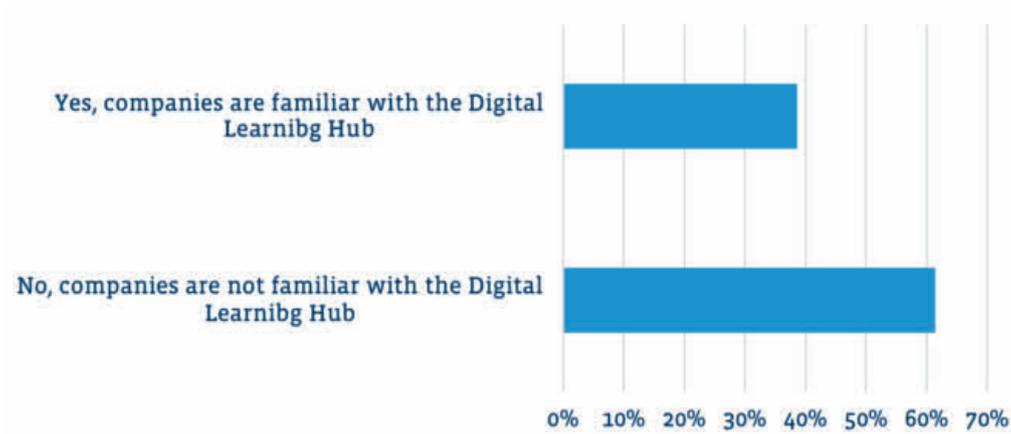
AI is shifting the skills that organizations need

A key finding of the survey highlights a significant lack of internal expertise as a major impediment to AI adoption, particularly among companies with lower AI maturity levels.

Specifically, most of these companies identified Data Analytics and Management Skills as the most crucial, closely followed by Machine Learning or Modeling Skills.

This data underscores the critical need for targeted training and development initiatives. Addressing this expertise gap is essential to facilitate AI adoption and ensure that companies with lower maturity levels can effectively leverage AI technologies.

DIGITAL LEARNING HUB OUTREACH



Graphic 16

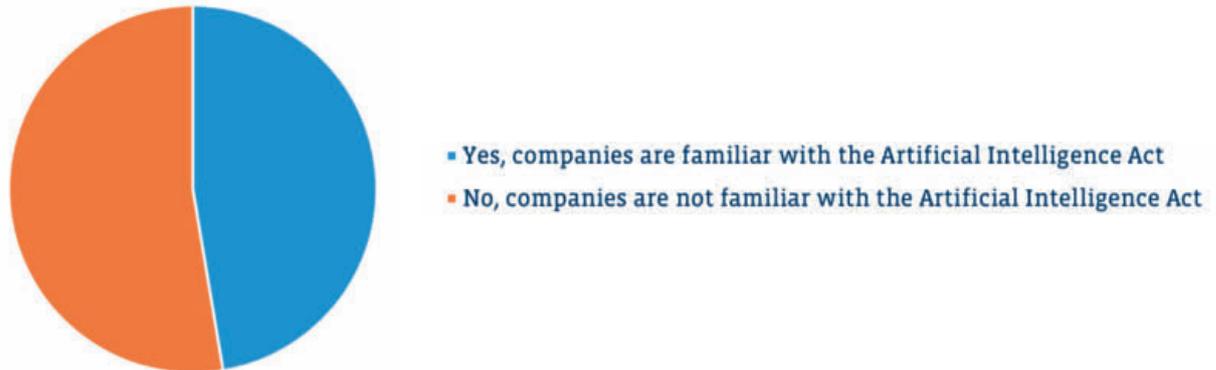
Supply vs. demand: the mismatch in AI training awareness

Our survey reveals a critical mismatch between the availability of AI training resources and their utilization by businesses. While the Digital Learning Hub (DLH) possesses the capacity to address the majority of AI competence needs across various sectors, a substantial 61% of companies are unaware of its offerings. This disconnect between the supply of and demand for AI training is a critical finding.

Despite the DLH providing valuable AI training programs, its low visibility is impeding its potential impact. This is particularly concerning considering that a 'lack of expertise' emerged as the primary barrier to AI adoption in our earlier findings (graphic 5).

To effectively address this obstacle and facilitate broader AI adoption, the DLH must prioritize the development and implementation of enhanced communication strategies aimed at increasing awareness of its training programs and connecting with the businesses that could greatly benefit from them.

KNOWLEDGE LEVEL OF THE ARTIFICIAL INTELLIGENCE ACT (AI ACT)



Graphic 17

The AI Act: still under the radar for many companies

Our survey indicates a relatively low level of awareness regarding the European Union's AI Act among the surveyed organizations. This limited recognition is likely attributable to the regulation's recent enactment and its ongoing, phased implementation schedule. As the AI Act is still in its early stages of application, it is understandable that its provisions and implications have yet to become widely known and fully understood across the business landscape. As the Act's various stages come into effect, we anticipate a corresponding increase in awareness and understanding among organizations navigating the evolving regulatory environment for artificial intelligence.

Highlights:

The Information & Communication Technologies sector stands out with the highest combined percentage of familiarity and expertise (13%), indicating a strong understanding of the AI Act within this sector.

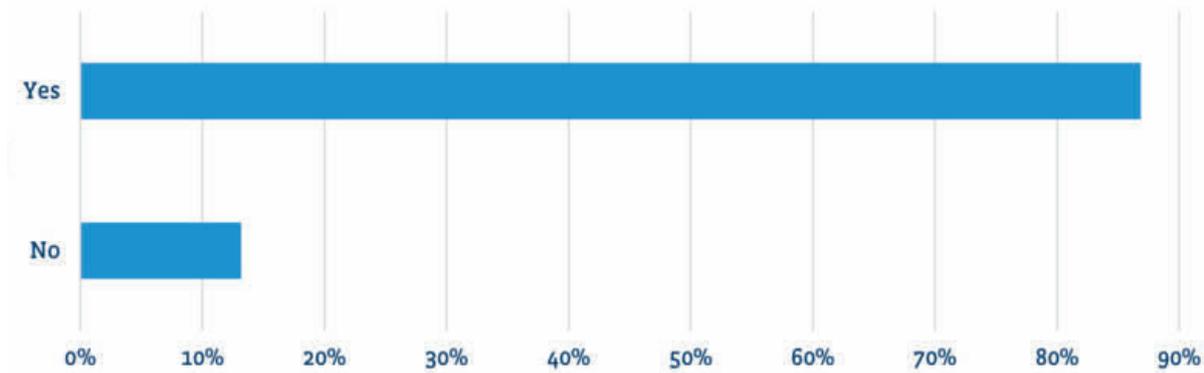
The Manufacturing Industry has the highest percentage of respondents who are not really familiar with the AI Act (75.86%), suggesting a need for increased awareness and education in this sector.

The Consulting and Advisory services sector shows a balanced distribution with a notable percentage of experts (44.44%), highlighting the sector's depth of knowledge and expertise in the AI Act.

The EU Artificial Intelligence Act

The EU AI Act is the world's first comprehensive regulation on Artificial Intelligence. Its aim is to ensure that AI systems used in the EU are safe, respect fundamental rights, and foster trust in innovation. It establishes a risk-based approach, classifying AI systems based on their potential harm into four levels of risk - unacceptable, high, limited, and minimal - and imposes stricter requirements for high-risk applications. This regulation aims to foster trustworthy AI, ensuring safety and respect for fundamental rights, while also promoting innovation within the European AI ecosystem.

USE OF GENERATIVE AI PUBLIC TOOLS AMONG EMPLOYEES



Graphic 18

Employees in organizations admit to using public GenAI tools for professional purposes

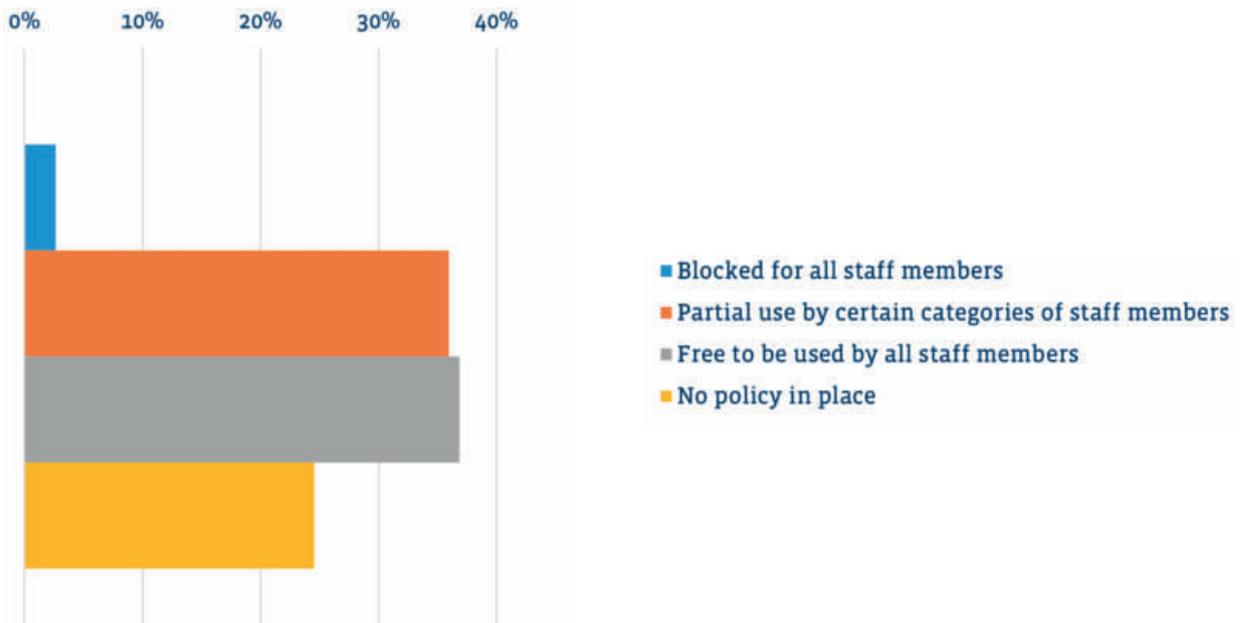
A striking finding from our survey reveals that a large majority, 87% of respondents, are utilizing public GenAI tools for professional tasks.

While the accessibility and utility of these tools are evident, this widespread adoption raises significant concerns regarding the handling of sensitive organizational data. Public GenAI platforms typically leverage user-inputted information to refine their models, creating a potential pathway for confidential data to be exposed or utilized in unintended ways. The ramifications of such data leaks could be severe, leading to substantial financial losses, damage to reputation, and breaches of regulatory compliance. This prevalence of public GenAI tool usage underscores an urgent need for comprehensive employee education initiatives. Organizations must prioritize training their staff on the appropriate and secure use of these technologies, clearly outlining the inherent risks associated with sharing sensitive information and establishing clear guidelines for their application in a professional environment.

However, contrary to popular belief on this subject, it shows that employees are not averse to using digital tools in their day-to-day professional tasks to improve their productivity.

These survey results underscore the critical need for companies to catch up with the rapid adoption of GenAI tools by their employees.

CORPORATE POLICIES REGARDING GENERATIVE AI



Graphic 19

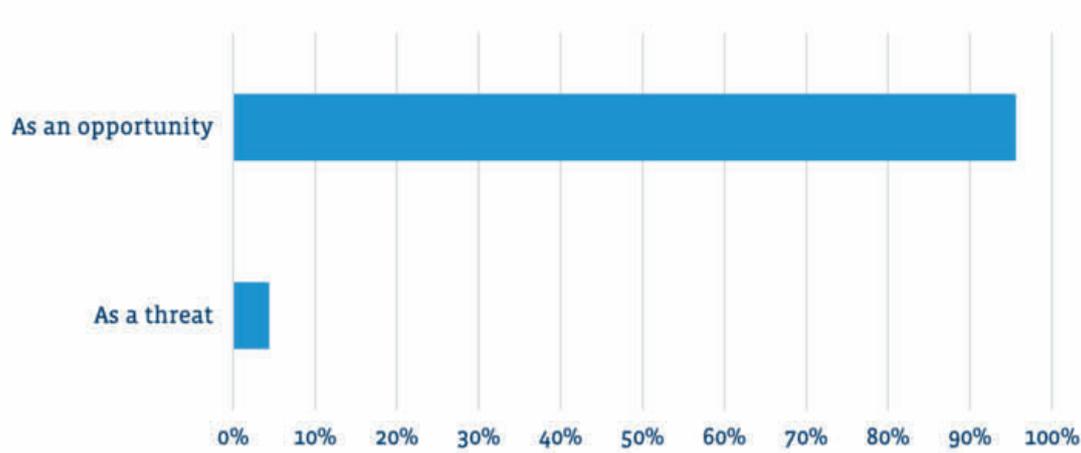
Policy vs. practice: public GenAI use thrives even where governance exists

Our survey reveals a potentially significant disconnect between stated data and AI governance policies and the actual usage of public GenAI tools within organizations. Surprisingly, a third of companies claiming not to have a data and AI governance policy in place still permit their staff to use public GenAI without any formal guidelines.

Even more noteworthy is that over 50% of companies that do claim to have a data and AI governance policy in place also allow their staff to utilize public GenAI tools. This high rate of usage among organizations with established policies raises questions about the comprehensiveness and enforcement of these guidelines. It begs the question: are these policies truly robust, or are companies primarily relying on the assumed caution and digital literacy of their employees, perhaps without specific training on the risks associated with public GenAI?

In stark contrast, only a mere 3% of surveyed companies have actively blocked the usage of public GenAI tools. This minimal level of restriction should be considered alongside our earlier finding that a significant portion of companies either lack a data and AI governance policy altogether (56% of AI-implementing companies and 12% of non-AI-implementing companies). The widespread allowance of public GenAI, even within companies claiming to have governance, suggests a potential underestimation of the associated risks or a significant gap between policy and its practical implementation.

PERCEPTION ON GENERATIVE AI

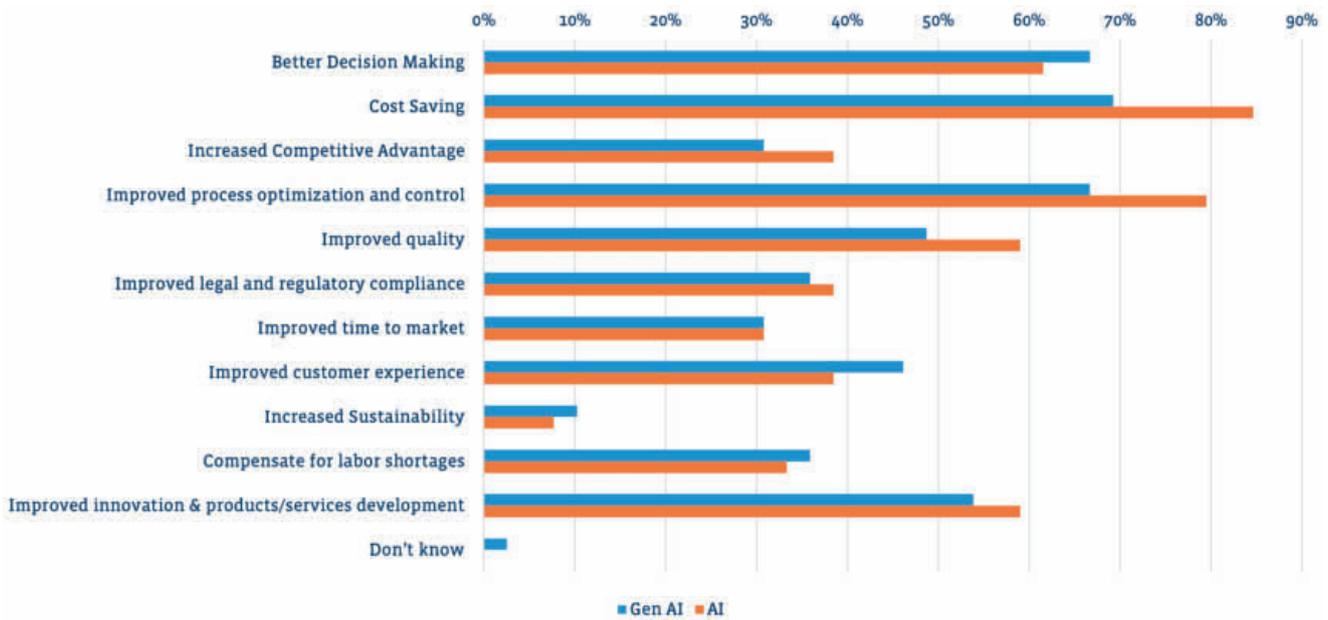


Graphic 20

GenAI: opportunity wins over threat in companies and user perceptions

A significant finding from our recent survey underscores the generally positive sentiment surrounding GenAI. Contrary to potential concerns about disruption or negative impact on jobs, our data indicates that GenAI is overwhelmingly perceived as an opportunity by both companies and individual users. This unified perspective suggests a readiness to explore and leverage the potential benefits of this technology across various applications. This positive framing is crucial for fostering innovation and encouraging the adoption of GenAI solutions, indicating a receptive environment for its continued development and integration into business processes and daily life.

ASSESSMENT OF POTENTIAL BENEFITS OF GENERATIVE AI



Graphic 21

GenAI’s expected gains: mirroring AI benefits, but a customer experience question mark

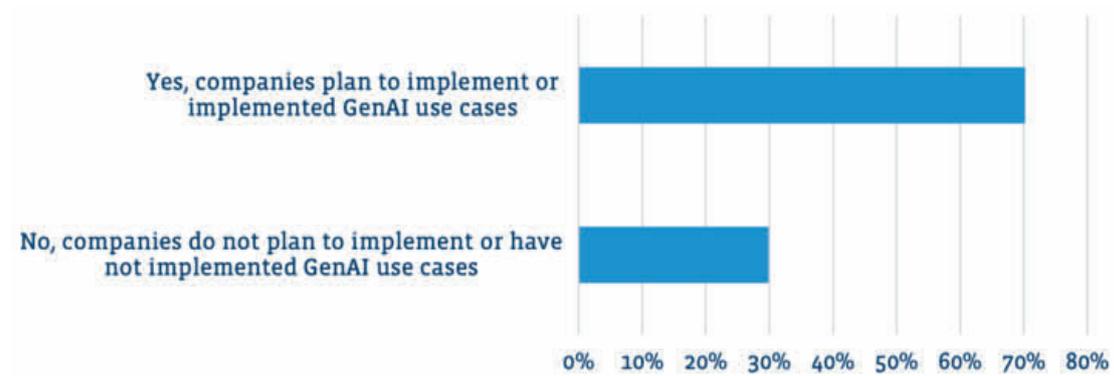
To gain a more focused understanding of the perceived impact of GenAI, we posed a question mirroring our earlier inquiry on general AI benefits, this time specifically targeting GenAI applications.

Interestingly, the trends in the anticipated advantages of GenAI are noticeably similar to the broader expectations surrounding AI. Respondents foresee similar gains in areas such as improved process optimization and control, cost saving, and better decision making.

However, one might have anticipated a more significant emphasis on "improved customer experience" as a key expected benefit of GenAI. Given the proliferation of GenAI tools designed for customer interaction, personalization, and support currently available, this area appears to be less prominently featured in the initial expectations of our respondents. This suggests perhaps a current focus on internal efficiency gains before broader customer experience applications are fully embraced.

Further investigation into the specific GenAI tools are being considered and the strategic priorities of these organizations could shed more light on this finding.

PLANS TO IMPLEMENT OR IMPLEMENTED GENERATIVE AI USE CASES



Graphic 22

The GenAI revolution: a majority of companies are on board

A significant majority (70%) of participating companies indicate a strong trend towards the adoption of Generative AI (GenAI). This substantial figure reveals that a considerable proportion of organizations have either already integrated GenAI use cases into their operations or have concrete plans to do so in the near future. This high level of current and planned GenAI implementation underscores the growing recognition of its potential value across various business functions and suggests a rapid acceleration in the integration of this technology within the surveyed companies. This widespread interest signals a pivotal shift towards leveraging the capabilities of GenAI to drive innovation, efficiency, and potentially new business models.

We asked the 30% of respondent organizations that do not plan to implement GenAI use cases to explain their reason(s) for this.

Key takeaways:

The primary reasons for non-adoption of GenAI among the 30% of respondents are the prioritization of other strategic projects and a lack of clearly identified and relevant use cases. Concerns around data readiness and security/confidentiality also play a significant role. Furthermore, a lack of awareness or understanding of GenAI's potential is a contributing factor for some. This suggests that while there is considerable enthusiasm for GenAI among the majority, a significant portion of organizations are either focused on other priorities, need more clarity on how GenAI can benefit them, or have concerns that need to be addressed before considering implementation. This highlights the ongoing need for education, successful case studies, and robust security frameworks to encourage broader adoption.

MAIN GENERATIVE AI USE CASES

The responses from organizations already implementing or planning to implement GenAI (70%) reveal a diverse range of applications, with several key trends emerging:

- 1. Enhancing productivity and workflow with AI assistants:** A significant number of respondents are leveraging or planning to leverage GenAI as a personal or team assistant, often through tools like Microsoft Copilot and internal chatbots.
- 2. Improving customer service and support:** Several organizations are focusing on using GenAI to enhance their customer interactions with AI Chatbots for customer support, i.e. providing documentation, services, and general assistance to clients or by improving the quality of customer deliverables, i.e. using GenAI to generate higher-quality content for customers.
- 3. Automating internal processes:** GenAI is being explored for automating various internal.
- 4. Supporting research and development (R&D):** GenAI is seen as a valuable tool for innovation in technology scouting or generating ideas and solutions.
- 5. Facilitating communication and content creation:** GenAI is being used to improve both internal and external communication.
- 6. Industry-specific applications:** Some use cases highlight tailored applications within specific sectors including legal, HR and manufacturing.
- 7. Exploration and experimentation:** Several organizations are still in the testing and evaluation phases, indicating a cautious yet active approach to identifying further applications of GenAI.

Key takeaways:

We can emphasize the strong trend towards using GenAI as a productivity enhancer and intelligent assistant for employees. The focus on improving customer service and automating internal processes also stands out. While still in the early stages for some, the exploration of GenAI in R&D and content creation highlights its potential for innovation and communication. The presence of industry-specific applications suggests a growing understanding of how GenAI can address unique business needs. Overall, the responses indicate a broad interest in leveraging GenAI to improve efficiency, enhance user experience, and drive innovation across various organizational functions.

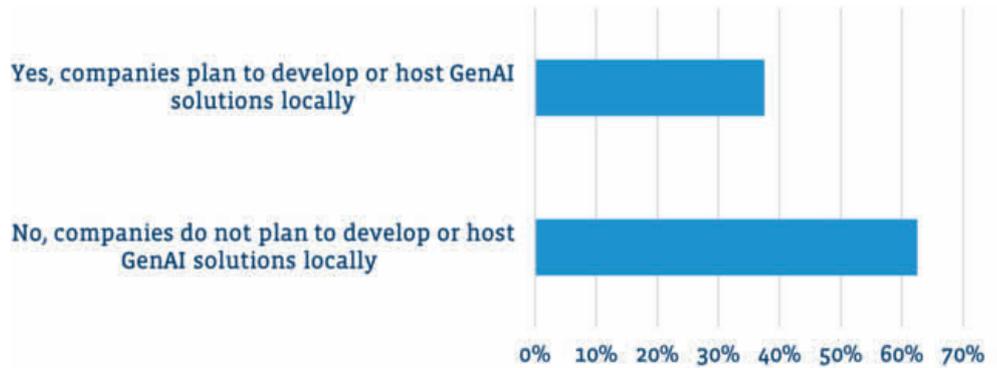
ANALYSIS OF POPULAR GENERATIVE AI PLATFORMS AND PROVIDERS: KEY TRENDS

The responses clearly indicate a concentration around a few dominant platforms and providers in the GenAI landscape:

- 1. Dominance of ChatGPT:** ChatGPT emerged as the most frequently mentioned platform, with companies leveraging its capabilities for various applications, including customer support, content generation, and internal chatbots.
- 2. Popularity of Copilot:** Copilot is another widely used tool, mentioned multiple times in the survey. Companies are utilizing Copilot for coding assistance, project planning, meeting management, and more.
- 3. Azure OpenAI and Microsoft Azure:** Azure OpenAI and Microsoft Azure are prominent platforms for accessing GenAI solutions. These platforms provide robust infrastructure and advanced AI capabilities, enabling companies to develop and deploy AI-powered applications.
- 4. Experimentation and evaluation:** Several companies are in the experimentation phase, testing different AI tools and evaluating their potential use cases. This trend indicates a cautious approach to AI adoption, with companies seeking to understand the benefits and challenges before fully integrating AI solutions into their operations.
- 5. Internal and custom solutions:** Some companies have developed internal AI engines and dedicated tools for specific functions. These custom solutions are tailored to meet the unique needs of the organization, providing flexibility and control over AI implementation.
- 6. Security and confidentiality concerns:** Security and confidentiality remain critical considerations for companies when adopting AI solutions. Concerns about data privacy, intellectual property protection, and compliance with regulations influence the choice of AI platforms and providers.
- 7. Diverse range of providers:** The survey revealed a diverse range of AI providers, including Google AI Studio, IBM, OpenAI, and various in-house solutions. This diversity reflects the growing ecosystem of AI technologies and the availability of multiple options for companies to choose from.
- 8. Future plans and integration:** Companies are planning to implement AI modules from providers like SAP and collaborate with AI providers to develop market solutions. These future plans highlight the ongoing efforts to integrate AI into business processes and enhance operational performance.

These findings highlight the transformative potential of generative AI in various sectors, driving efficiency, innovation, and improved customer experiences. As companies continue to explore and implement AI solutions, the impact on productivity and operational performance is expected to grow.

DEVELOPING AND HOSTING GENERATIVE AI LOCALLY



Graphic 23

Sovereignty and security at stake? The low local hosting rate for GenAI

Our recent survey of companies exploring GenAI has revealed a potentially concerning trend regarding data control and sovereignty. We found that only 38% of respondents indicated plans to develop or host their generative AI solutions locally. This figure is surprisingly low when one considers the increasing importance and debate surrounding data sovereignty. The preference for external hosting options, while potentially offering scalability and cost benefits, raises questions about the control and security of sensitive data, as well as adherence to local regulations. Further analysis is needed to understand the driving factors behind this preference and the strategies companies are employing to mitigate potential sovereignty risks.

The sovereignty and security-focused minority: why some choose local GenAI hosting.

Interestingly, when we delved deeper into the motivations of the 38% of companies planning local development or hosting, the primary drivers cited were data security and sovereignty. These factors clearly hold significant weight for this segment of the market. This response suggests a distinct awareness among these businesses regarding the critical importance of maintaining control over their data, particularly in the context of advanced AI technologies. While the majority currently lean towards external solutions, the emphasis placed on security and sovereignty by the minority indicates a growing understanding of the potential risks and implications associated with off-premise generative AI deployments. This divergence in approach highlights the complex considerations businesses are navigating as they integrate generative AI into their operations, balancing the benefits of scalability and cost-efficiency with the crucial need for data control and regulatory compliance.

Contacts :

CÉLINE TARRAUBE

Adviser Digital & Innovation at FEDIL

celine.tarraube@fedil.lu

MICKAEL DESLOGES

Senior Advisor - Digital Transformation at Luxinnovation - L-DIH

mickael.desloges@luxinnovation.lu

Actualités de la FEDIL

ÉQUIPE FEDIL RENFORCÉE

Yves Germeaux a rejoint la FEDIL en avril 2025 en tant que responsable du commerce et des relations internationales. Fort de 29 ans d'expérience dans la finance d'entreprise et l'aviation, il vient renforcer l'équipe de la FEDIL après avoir dirigé les activités Corporate Finance et Aviation Finance chez Atoz. Au cours de sa carrière, Yves a également occupé plusieurs postes de direction financière dans des groupes multinationaux, notamment en tant que Chief Financial Officer, Senior Vice President Corporate Finance et Director Corporate Finance chez Luxaviation, Cargolux et Arbed - aujourd'hui ArcelorMittal.

Conférencier régulier lors d'événements financiers, Yves partage également son expertise en tant que chargé de cours à la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg.

Sur le plan académique, il est titulaire d'un Master of Science in Banking and Finance de HEC Lausanne, en partenariat avec l'Université de Californie à Los Angeles, d'une Maîtrise en Droit privé de l'Université Robert Schuman à Strasbourg, ainsi que d'un Master of Science in Economic Sciences de HEC Lausanne. Yves parle couramment le français, l'allemand, l'anglais et le luxembourgeois.



OÙ VA L'ÉCONOMIE MONDIALE ?

24 avril 2025

C'est sous le titre « Où va l'Économie Mondiale ? » que la FEDIL avait invité cette année à son assemblée générale et à son rendez-vous traditionnel avec le ministre de l'Économie.

Le bilan d'une année riche en événements

Sous la présidence de Georges Rassel, René Winkin a présenté, lors de la partie statutaire, le Rapport Annuel 2024 de la fédération, articulé autour des piliers d'activités que sont les relations de travail & talents, l'énergie & l'environnement, le digital & l'innovation ainsi que les sujets écofin.

Après l'approbation, entre autres, des comptes annuels 2024 et du budget pour l'exercice 2025, l'assemblée générale a élu au conseil d'administration Paul Arend (Managing Director & Works Director, DuPont de Nemours), François Mousel (Managing Partner, PricewaterhouseCoopers), Frank Thomé (Member of the Executive Board, Ceratizit Group) et Marc Wengler (Directeur général, CFL). Olivier Coekelbergs, Carine Demangeon, Romain Hansen et Paul Meyers quittent le conseil d'administration de la FEDIL qui les remercie de leurs efforts et pour leur engagement au profit de la cause industrielle.

Les faits marquants de l'année 2024, les grands dossiers sur lesquels travaille la FEDIL ainsi que les vues de la FEDIL sur les sujets d'actualité sont repris dans l'interview de Georges Rassel dans ce numéro-même.

Outlook 2025-26: Defying gravity?

La deuxième partie de la soirée a débuté avec une présentation de Johan Geeroms, Risk Director chez Allianz Trade Benelux, sur le thème : " Economic Outlook 2025-26 - Managing uncertainty : Defying gravity?". Il a analysé en détail les différents scénarios qu'engendre la politique commerciale actuelle du président Trump avec les répercussions respectives sur les économies européenne et asiatique ainsi que sur le marché intérieur américain.

La FEDIL en dialogue avec le ministre de l'Économie

Après que Lex Delles, ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme a rejoint l'assemblée, plusieurs représentants d'entreprises membres de la FEDIL ont livré un témoignage vidéo sur des sujets d'actualité. Ayant ainsi abordé les défis de la transformation numérique, de la production circulaire, de la transition énergétique ainsi que la surréglementation, l'écosystème de la recherche et de l'innovation et les outils de dialogue social, Georges Rassel a ajouté dans son discours un certain nombre de considérations, essentiellement sur le positionnement de la FEDIL par rapport à des sujets liés à l'intelligence artificielle.

La partie officielle s'est terminée par une intervention du ministre Lex Delles qui, de son côté, a mis en exergue des grands défis de l'économie et de l'industrie au Luxembourg et en Europe, tout en soulignant les initiatives déjà prises par le gouvernement ainsi que les pistes d'actions à venir pour soutenir les entreprises et contribuer à leur compétitivité.

Pour clôturer la soirée, tous les invités étaient ravis de retrouver un bon moment de networking et de s'échanger sur les défis et opportunités de l'industrie et de ses entreprises.



FEDIL

The Voice of Luxembourg Industry





MORE THAN

60

YEARS OF
EXPERIENCE

AMECO
PAULY

2, route de Bissen
L-7759 Roost
Tél.: +(352) 85 97 91-1
ameco@ameco.lu
www.ameco.lu



INDUSTRIAL ASSEMBLY AND MAINTENANCE

- **Construction & maintenance** - Comprehensive solutions for entire production facilities.
- **Multidisciplinary teams** - 50 skilled workers collaborating across diverse areas of expertise.
- **Workshop support** - Full-service assistance, ensuring optimal operation.
- **Unique fleet in Luxembourg** - A specialized fleet of machines and vehicles designed for exceptional performance.
- **Truck cranes** - Handling various types of loads with truck cranes (78 t/m).

SnT Partnership Day 2025: Powering AI innovation

AI is everywhere in our daily lives, but also in scientific research. The SnT Partnership Day, held annually, highlights concrete projects and research outcomes, offering a unique platform to explore key trends and pressing issues in ICT. It brings together industry leaders, researchers, and policymakers to foster collaboration and drive innovation.

On 7 May 2025, SnT's annual Partnership Day brought together 700 participants from research, industry, and government representatives at the European Convention Centre Luxembourg to explore how AI is moving from theory to practice. The event of the University of Luxembourg's tech research hub SnT highlighted how research partnerships are delivering real-world impact.

The event featured opening speeches from Luxembourg's Prime Minister Luc Frieden, the Vice Rector for Partnerships and International Relations Marie-Hélène Jobin, the Director of SnT, Yves Le Traon and the Head of SnT's Technology Transfer Office, Carlo Duprel.

Prime Minister Luc Frieden emphasised the importance of AI and announced the forthcoming presentation of a national strategy on this topic: "My government will, in the next few weeks, be presenting an AI strategy. That strategy seeks to make Luxembourg an international hub for the secure and sober use of data for the concrete application of artificial intelligence. AI is an opportunity, one that we must seize and harness to the benefit of society". The Prime Minister highlighted: "The race for innovation in AI, as with any other technology, is thus foremost a race for talent. We need to be able to attract the best and the brightest. We need to bring them together so that they can build on each other's expertise. That is why my government is focussing on talent attraction... We want to make sure that Luxembourg is on the map of researchers in AI. Especially now, when academic freedom is being challenged in some places".

A keynote from John Abel, Senior Technical Director at Google Cloud, shared his personal story of overcoming dyslexia with the help of AI and emphasises the importance of creativity and learning. "AI does two things incredibly well. One, it allows you to remove toil and friction. For me that was reading and writing. Two, it allows you to scale. In Luxembourg today, you have the perfect ecosystem. You are agile. You have one of the largest financial sectors, is the biggest part of your GDP. You have a government that's clearly articulated their investment, and you have amazing academic capabilities in the SnT with amazing partnerships." Earlier this year, Google announced the creation of a new Centre of Excellence and a Chair in Sovereign AI at SnT – a move that strengthens Luxembourg's position as a hub for AI and innovation.

Attendees were also addressed by Yves Le Traon, Director of SnT. "Powering AI innovation is something that we have been doing for more than a decade at SnT. More than 70% of our paper involve the use and adaptation of machine learning and AI technologies to practical problems to different application areas like space, cybersecurity, and many more."

FIVE FLASHTALKS, FIVE VISIONS OF AI

Five researchers from SnT took to the stage for lightning talks that demonstrated AI's versatility across different fields:

Stolen faces, stolen futures was the thought-provoking talk given by Nesryne Mejri. The Tunisian researcher conducts research with Post Luxembourg, where she is developing unsupervised deepfake detection systems. "When our digital identities can be manipulated without our consent, we need to rethink what trust means in the online space," she explained. Her work addresses growing concerns about synthetic media potentially undermining digital identity security.

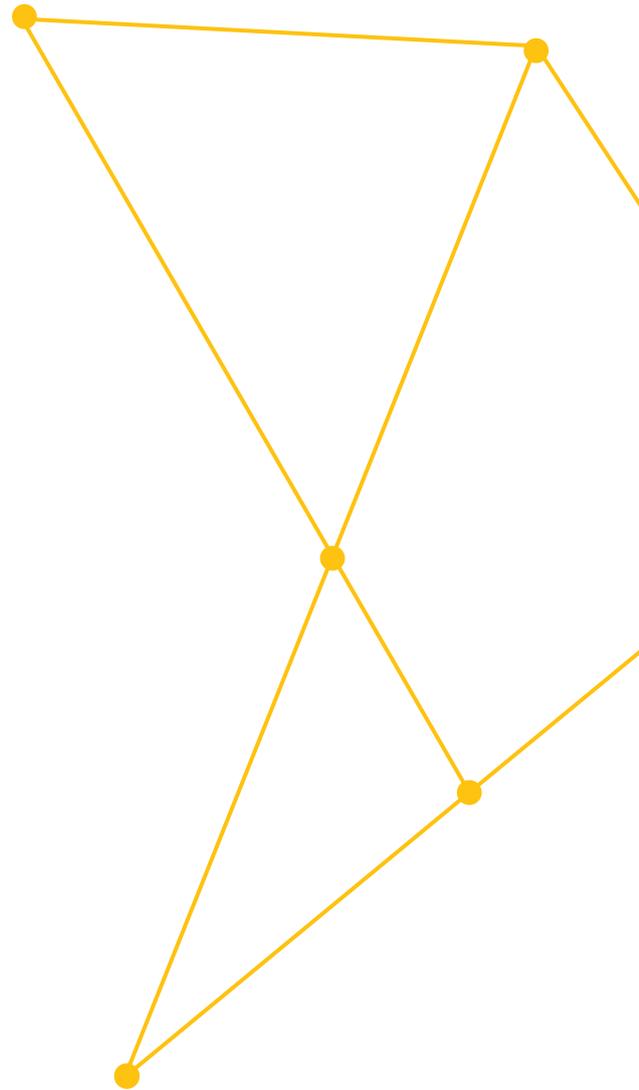


Fred Philippy tackled the challenge of language inequality in AI with his presentation NLP for low-resource languages. The Luxembourgish PhD student who conducts his research with Zortify says “Many of the world’s languages simply don’t have enough data to train large language models.” His work explores innovative approaches that don’t require massive datasets, potentially democratising access to language technologies.

Space innovation took centre stage with aerospace engineer Citlali Bruce Rosete’s talk Tiny satellites, huge opportunities. Drawing on her experience with Sweden’s MIST CubeSat project, the researcher from Mexico now researches picosatellite swarms. She demonstrated how multiple applesized satellites working in unison can accomplish tasks previously requiring much larger spacecrafts. “The future of space exploration will be collaborative - both between people and between the satellites themselves,” Bruce Rosete said.

Iranian researcher Shiva Hanifi presented Turning sunlight into impact showcasing her work on solar panel optimisation with SnT partner SolarCleanso. With a background in control engineering and human-robot interaction from the Italian Institute of Technology, Hanifi now applies machine learning to detect defects in solar panels. “Small, smart interventions in renewable energy systems can make a huge difference in our transition to sustainable power,” Hanifi explained.

Gregory Nain concluded the session with his talk Spinning off is just the beginning recounting the journey of DataThings - one of SnT’s earliest spin-offs. “Twelve years ago, companies already understood that big data had value, but Luxembourg’s supercomputer Meluxina was only going to be available in 2021,” Nain recalled. His story illustrates how research can evolve into commercial ventures when researchers identify market opportunities.



GEORGES SANTER

*Responsable digitalisation et innovation auprès de la FEDIL
georges.santer@fedil.lu*

Photos :

SNT/UNIVERSITÉ DU LUXEMBOURG

job horizon

job horizon

job horizon

job horizon

JOB HORIZON

job horizon

job horizon

Commission consultative Industrie :

Un levier pour adapter l'offre de formation aux enjeux du secteur

Le 24 avril 2025, la House of Training a réuni les représentants de huit grandes entreprises industrielles - Dupont de Nemours, CFL, Paul Wurth, Avery Dennison, Goodyear, Cebi, Encevo et Husky - dans le cadre de sa Commission consultative Industrie. Ces entreprises représentent près de 10 000 salariés, soit près d'un tiers de la masse salariale du secteur industriel luxembourgeois.

Cet échange, animé par Alex Schumann, Vice-Président du Conseil d'Administration de la FEDIL et Manufacturing Director chez Goodyear, et Muriel Morbé, CEO de la House of Training, visait à identifier collectivement les défis actuels et futurs pour mieux comprendre les besoins concrets en compétences dans un contexte de transformation accélérée.

RECENSER ET RÉPONDRE AUX BESOINS PAR UNE CONCERTATION ÉTROITE

La Commission consultative s'inscrit pleinement dans la mission de la House of Training : faciliter le développement et le renforcement des compétences des entreprises en identifiant les défis actuels et futurs ; et orienter en accompagnant les entreprises, leurs dirigeants et leurs collaborateurs dans leur évolution en les dotant des compétences et outils nécessaires grâce à des programmes et des plans de formation adaptés aux besoins du marché.

« Nos échanges avec les acteurs ont mis en lumière des besoins en compétences techniques, transversales et comportementales concrets. Cette concertation est essentielle pour construire une offre de formations pertinente et évolutive. », souligne Muriel Morbé.

DES BESOINS EN COMPÉTENCES TECHNIQUES, TRANSVERSALES ET COMPORTEMENTALES

Parmi les enseignements majeurs issus de cet échange :

- Un besoin accru en compétences techniques dans la plasturgie, le test de production, la maintenance électrique, ainsi que pour les habilitations obligatoires.
- Un besoin en soft skills différenciés selon les profils : leadership industriel, gestion du stress et du temps, communication efficace et assertivité.
- Des contraintes organisationnelles fortes liées aux rythmes de travail en postes ou de nuit, rendant nécessaire une offre de formation plus flexible.

L'attraction et la rétention des talents restent des préoccupations majeures, notamment dans la plasturgie, et pour les profils techniques s'agissant des tests de production et de la maintenance électrique. Plusieurs entreprises du secteur soulignent aussi le manque d'offre de formations locale pour les formations obligatoires d'habilitation.

RÉPONDRE À LA DIVERSITÉ CULTURELLE, LINGUISTIQUE ET GÉNÉRATIONNELLE

Les enjeux linguistiques sont omniprésents : selon les profils, les besoins en anglais, en français, en allemand en luxembourgeois diffèrent particulièrement pour les collaborateurs internationaux ou les formations techniques avancées.

La diversité culturelle et générationnelle au sein des équipes appelle des approches de formation adaptées, avec des contenus différenciés pour les jeunes recrues, les profils expérimentés ou les encadrants.

ANTICIPER LES TRANSFORMATIONS TECHNOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Le développement des compétences liées à l'intelligence artificielle (IA), à la cybersécurité ainsi qu'aux nouvelles exigences environnementales s'impose progressivement. Plusieurs entreprises du secteur investissent déjà dans des dispositifs internes d'adaptive learning et de sensibilisation aux usages de l'IA.

Le besoin d'accompagnement sur ces thématiques émergentes est réel, dans un contexte où les usages évoluent constamment.

Par ailleurs, l'accompagnement des profils en fin de carrière apparaît comme un enjeu majeur pour conserver et transmettre les expertises.

« Ces retours précieux du terrain nous permettent d'avoir une représentation concrète des enjeux et des besoins de l'industrie luxembourgeoise pour renforcer ses compétences et sa compétitivité. Nous allons établir des propositions concrètes et revenir vers chacun des acteurs présents. », conclut Alex Schumann.

Pour en savoir plus sur l'offre de formations de la House of Training et découvrir notre offre dédiée au secteur de l'industrie, rendez-vous sur www.houseoftraining.lu.



JÉRÔME KETE
House of Training

Photos :
JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN
Chambre de Commerce

Cérémonie de clôture du Job Shadow Day

Luxembourg, le 25 avril 2025 - Pour sa 16^e édition, le Job Shadow Day, organisé par Jonk Entrepreneuren Luxembourg, a permis à 176 élèves issus de 25 lycées de participer à une journée d'immersion et d'observation en accompagnant des dirigeants de 93 entreprises. Ce programme fort apprécié des élèves et de leurs parents ainsi que des écoles et des entreprises accueillantes, offre la possibilité aux élèves de plonger dans la réalité du monde professionnel en leur permettant de suivre un-e leader dans l'exercice de ses responsabilités quotidiennes.

Sven Baltes qui a repris la direction de Jonk Entrepreneuren Luxembourg au mois de mars 2025 explique : « Pour les étudiants, c'est une expérience précieuse qui les aide à mieux comprendre les réalités du travail, à affiner leurs choix d'orientation et à développer leur esprit d'initiative. Pour les entreprises, c'est l'occasion de contribuer activement à la formation des talents de demain, de partager leur passion, et d'inspirer une nouvelle génération de leaders. Ensemble, nous bâtissons un pont entre l'école et le monde de l'entreprise. »

Cette 16^e édition qui s'est tenue du 31 mars au 4 avril 2025, s'est clôturée le 25 avril 2025 par la traditionnelle cérémonie de remise des certificats aux participants, précédée d'une table ronde au cours de laquelle les élèves ont pu recevoir de précieux conseils de trois dirigeants d'entreprises qui sont revenus sur leurs différents parcours inspirants.

En tant que partenaire de longue date du programme, la FEDIL a mobilisé 55 entreprises membres pour participer au Job Shadow Day cette année.

Un grand merci à vous, continuez d'inspirer les talents de demain !



ELLA GREDIE

Conseillère affaires juridiques et sociales auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu

Photos :

JONK ENTREPRENEUREN LUXEMBOURG

Claude Meisch à la rencontre des apprentis dans l'industrie luxembourgeoise

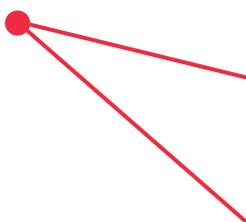
Le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, a récemment effectué une série de visites dans plusieurs entreprises industrielles du Luxembourg. L'objectif de ces déplacements : rencontrer de jeunes apprentis sur leur lieu de formation et échanger avec les employeurs, respectivement les formateurs sur les enjeux de l'apprentissage.

Parmi les entreprises visitées figurent des acteurs majeurs de l'industrie luxembourgeoise, tels que Ceratizit, Fours Hein, Goodyear, Husky et SAB. Ces visites ont permis au ministre d'écouter les témoignages des jeunes engagés dans un parcours d'apprentissage, d'observer leur environnement de travail et de mieux comprendre les défis qu'ils rencontrent au quotidien.

Les employeurs, de leur côté, ont pu mettre en lumière l'importance de la formation professionnelle dans leurs activités et souligner les avantages concrets qu'ils tirent de l'intégration d'apprentis dans leurs équipes. Ces échanges ont également mis en évidence la nécessité de renforcer les ponts entre l'école et le monde professionnel.

La FEDIL a activement contribué à la mise en place de ces rencontres en facilitant les contacts avec les entreprises participantes. Cela s'inscrit dans une démarche plus large visant à valoriser les métiers techniques et scientifiques auprès des jeunes à travers différentes initiatives et collaborations.

Ces visites, qui s'étendent aussi à l'artisanat et au commerce, illustrent la volonté des autorités luxembourgeoises de renforcer l'attractivité de la formation professionnelle et de valoriser l'apprentissage comme une voie d'avenir, concrète et porteuse, tant pour les jeunes que pour le tissu économique national.



Jobday ADEM-FEDIL

Le 23 avril 2025, la FEDIL et l'ADEM ont organisé une nouvelle édition du Jobday dédié aux profils de l'industrie.

Comme pour les éditions précédentes, cet événement a été un véritable succès, réunissant 23 entreprises et de nombreux candidats qualifiés avec des compétences variées allant de PhD/ingénieurs à techniciens et DAP techniques. Les entreprises ont eu l'opportunité de rencontrer des demandeurs d'emploi pour des entretiens rapides et efficaces. Elles ont largement apprécié la diversité et la qualité des profils présentés.

Nous tenons à remercier toutes les entreprises participantes ainsi que les candidats pour leur engagement et leur dynamisme. Nous attendons avec impatience la prochaine édition et nous espérons que cet événement continuera à favoriser l'emploi et l'innovation dans notre industrie.



LAURENCE KAYL

Responsable communication à la FEDIL
laurence.kayl@fedil.lu



***Carte
blanche***

Ingénieurs et scientifiques : bâtisseurs de souveraineté et de durabilité

Le Luxembourg se trouve aujourd'hui à un tournant majeur, confronté aux défis environnementaux, industriels et technologiques de demain. La question qui se pose est simple : comment notre société peut-elle surmonter ces obstacles et assurer une croissance durable et souveraine ? La réponse est sans appel : nous avons besoin de plus d'ingénieurs et de scientifiques. Ces profils sont des acteurs clés pour la résilience et la compétitivité de notre économie.

L'IMPORTANCE DES COMPÉTENCES TECHNIQUES POUR L'AVENIR

L'association des Ingénieurs et Scientifiques du Luxembourg (IngSci) s'engage pleinement pour relever ce défi structurel. Notre mission est de valoriser nos métiers, non seulement auprès des jeunes générations, mais aussi de sensibiliser le grand public et les décideurs. Trop souvent, les compétences techniques sont perçues comme des savoir-faire secondaires, voire accessoires. Pourtant, elles constituent un levier indispensable pour la transition écologique, la réindustrialisation européenne et l'innovation responsable.

Nous vivons dans un monde où l'ingénierie et les sciences jouent un rôle central pour répondre aux enjeux globaux. Ces compétences techniques sont au cœur de la transformation de notre société, qu'il s'agisse de développer de nouvelles technologies propres, de repenser nos modèles de consommation ou d'assurer la durabilité de nos infrastructures. C'est pourquoi il est essentiel de remettre ces métiers au centre des priorités nationales.

LES ACTIONS CONCRÈTES DE L'ASSOCIATION

L'action de notre association repose sur plusieurs piliers concrets afin de favoriser un impact durable et de préparer les talents de demain. Le Wëssens-Atelier, programme d'initiation aux sciences et techniques pour enfants de 8 à 12 ans, célèbre cette année ses dix ans d'existence. Ce projet, soutenu par le Fonds National de la Recherche (FNR), le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et plusieurs partenaires privés, a pour vocation

d'éveiller les jeunes à la curiosité scientifique et à la culture de l'expérimentation. Cette année, une étape décisive sera franchie avec l'introduction d'un atelier mobile, permettant ainsi de déployer cette initiative à l'échelle nationale. L'objectif est clair : faire germer des vocations scientifiques dès le plus jeune âge pour que l'ingénierie et les sciences soient des choix de carrière naturels pour les générations futures.

L'INGÉNIEUR : UN ACTEUR CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Au-delà des actions de sensibilisation, notre association s'engage activement à repositionner l'ingénieur comme un acteur incontournable du développement durable. Aujourd'hui, des enjeux stratégiques tels que la transition énergétique, la construction circulaire et l'optimisation des ressources demandent des compétences techniques pointues et innovantes.

Le Luxembourg a des atouts considérables pour devenir un leader dans ces domaines. Pourquoi ne pas envisager, par exemple, la production de véhicules électriques sur notre territoire ? Grâce à des initiatives comme celles du LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology), le pays est en bonne voie pour se positionner comme un véritable pôle d'innovation technologique. Toutefois, pour saisir pleinement ces opportunités, il est essentiel que ces projets bénéficient d'une visibilité accrue et d'un soutien institutionnel renforcé. L'ingénieur, par son expertise et sa créativité, joue un rôle clé pour transformer ces ambitions en réalité.

L'ENJEU DE LA FORMATION ET DE LA PROMOTION DES FILIÈRES TECHNIQUES

La promotion des filières techniques n'est pas qu'un enjeu associatif, c'est aussi un enjeu politique. L'école reste le maillon clé de cette chaîne, et il est impératif qu'elle soit accompagnée par des actions concrètes pour susciter l'intérêt des jeunes pour les sciences. Toutefois, l'enseignement ne doit pas se limiter à une opposition stérile entre théorie et

pratique. Les compétences techniques doivent être valorisées à tous les niveaux de l'éducation, en offrant aux étudiants des perspectives claires et des parcours d'apprentissage valorisants. Dans cette perspective, nous appelons les décideurs à prendre des mesures pour renforcer la place de l'enseignement scientifique dans les établissements scolaires et universitaires. Former, attirer et fidéliser les talents techniques, c'est garantir un avenir prospère et pérenne pour l'économie du Luxembourg.

RENFORCER LES LIENS INTERGÉNÉRATIONNELS ET INSTITUTIONNELS

Notre engagement s'inscrit également dans une dynamique de cohésion et de dialogue intergénérationnel. En tant qu'association, nous nous efforçons de rassembler plus de 1 350 membres issus de divers horizons : étudiants, jeunes diplômés, professionnels expérimentés et institutions. Le partenariat avec l'ANEIL (Association Nationale des Etudiants Ingénieurs du Luxembourg) en est une illustration concrète. Il nous permet de mieux cibler nos actions de sensibilisation, de recrutement et de transmission de savoirs, et de bâtir un réseau fort d'experts et de futurs talents. L'adhésion à notre association ouvre également la porte à un réseau actif et dynamique : visites d'entreprises, conférences de haut niveau, voyages techniques... Ces expériences enrichissantes, tant sur le plan professionnel que personnel, permettent à nos membres de s'épanouir pleinement dans leur parcours et d'élargir leur champ de compétences. Par ailleurs, au sein même de l'association, nous poursuivons la modernisation de notre fonctionnement et de nos instances de gouvernance, avec un conseil d'administration diversifié et pleinement engagé dans l'orientation stratégique de l'association.

APPEL À L'ENGAGEMENT DE TOUS LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ

Cependant, pour aller plus loin et atteindre nos objectifs, nous avons besoin du soutien de tous les acteurs concernés par ces enjeux cruciaux. Le soutien de nouveaux membres est essentiel pour élargir notre base et renforcer notre impact. Celui de nos membres actuels est tout aussi précieux pour pérenniser les projets et nourrir la dynamique collective. Nous faisons également appel à de nouveaux sponsors, issus de tous les secteurs : industrie, construction, technologies, finance, services, etc. Car aujourd'hui, les enjeux techniques touchent tous les domaines de la société. Soutenir l'association des Ingénieurs et Scientifiques du Luxembourg, c'est investir dans un avenir plus souverain, plus durable et plus innovant pour le Luxembourg.

UNE VISION EXIGEANTE ET RESPONSABLE POUR L'AVENIR

En tant que président, mon engagement est de porter une vision exigeante, responsable et tournée vers l'avenir. Promouvoir les métiers d'ingénieur et de scientifique, c'est avant tout mettre en avant la rigueur, l'innovation et la recherche de solutions concrètes aux défis auxquels nous sommes confrontés. C'est aussi un appel à la responsabilité collective pour que nous agissions ensemble pour un futur durable, technologique et humainement enrichissant. Ensemble, faisons en sorte que l'ingénierie reste synonyme de progrès au service de la société, un levier indispensable pour bâtir un avenir durable et souverain.

Article :
THIERRY FLIES

*Président de l'association des Ingénieurs et Scientifiques
du Luxembourg*

Photo :
ANN SOPHIE LINDSTRÖM

Durabilité et compétitivité : la voie d'un cadre européen cohérent

Ces dernières années, l'Union européenne s'est lancée dans un ambitieux projet visant à améliorer la durabilité des entreprises grâce à des directives telles que la Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité des entreprises (CSRD) et la Directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD). Bien que ces initiatives soulignent l'engagement de l'UE en matière de principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), elles ont également introduit des complexités qui mettent les entreprises à l'épreuve, en particulier dans des économies plus petites comme le Luxembourg.

DES AMBITIONS RÉGLEMENTAIRES EN QUÊTE DE RÉALISME

La CSRD, entrée en vigueur en janvier 2023, a élargi la portée des rapports sur la durabilité, obligeant un éventail plus large d'entreprises à divulguer des informations liées aux critères ESG. Parallèlement, la CSDDD vise à garantir que les entreprises anticipent et réduisent leurs impacts négatifs sur les droits de l'homme et l'environnement dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement.

Cependant, la mise en œuvre rapide de ces directives a soulevé des inquiétudes concernant les charges administratives et la faisabilité pour les entreprises de se conformer efficacement. Reconnaisant ces défis, la Commission européenne a introduit le paquet de simplification « Omnibus » en février 2025, proposant des ajustements pour rationaliser les exigences de reporting et fournir des directives plus claires.

FAVORISER LE CHANGEMENT SANS COMPROMETTRE LA COMPÉTITIVITÉ

Les ajustements proposés dans le paquet Omnibus vont dans la bonne direction. Cependant, pour que le cadre de durabilité de l'UE fonctionne dans la pratique – une ambition soutenue par la FEDIL – certaines conditions essentielles doivent être réunies.

Tout d'abord, les allègements transitoires doivent être prolongés et les effets rétroactifs évités. Dans un contexte encore incertain, où plusieurs ajustements réglementaires sont attendus, imposer de nouvelles règles de manière rétroactive risquerait de créer des doublons, d'alourdir la charge des entreprises et de fragiliser la sécurité juridique. À l'inverse, si certaines règles à venir sont moins contraignantes, il devrait être possible pour les entreprises de les appliquer de manière volontaire, sans pénaliser les efforts déjà engagés.

Par ailleurs, l'UE doit fournir des orientations harmonisées et claires, en particulier en ce qui concerne le reporting volontaire et les obligations liées à la chaîne de valeur. Sans directives cohérentes – alors même que la CSRD vise justement à créer un socle normatif commun à l'échelle européenne – les exigences de reporting pourraient devenir fragmentées et prêter à des interprétations divergentes selon les États membres. Il est également essentiel de rapprocher autant que possible les exigences européennes des standards internationaux, tels que ceux de l'International Sustainability Standards Board (ISSB).

Parallèlement, il est tout aussi important que le principe de proportionnalité soit préservé afin de garantir que les obligations restent gérables, notamment pour les PME. Ces entreprises, bien que touchées indirectement par les chaînes d'approvisionnement, manquent souvent des ressources des grandes multinationales pour répondre aux demandes successives de conformité en matière de législation, de réglementation et de certification. Ainsi, une PME luxembourgeoise fabriquant des composants pour de grands groupes européens n'est pas directement soumise à la CSRD, mais elle doit répondre aux demandes croissantes de ses clients en matière de données ESG. Ces demandes s'inscrivent souvent dans des formats complexes, impliquant l'achat de logiciels spécialisés et le recours à des consultants externes.

Enfin, l'alignement entre la CSRD et la CSDDD est essentiel. Les délais, les exigences de données et les critères d'étendue doivent être coordonnés pour éviter les doublons. Par exemple, les entreprises ne doivent pas être contraintes de créer des systèmes distincts pour rapporter des informations similaires dans le cadre de ces deux directives.

HARMONISATION : CLÉ D'UNE MISE EN ŒUVRE ÉQUITABLE

Un marché unique fonctionnel dépend d'un haut degré de cohérence juridique. Pourtant, la formulation actuelle de la CSDDD risque d'ouvrir la porte à une fragmentation réglementaire. Bien que l'harmonisation complète soit politiquement hors de portée pour le moment, l'UE doit renforcer ses efforts pour empêcher les États membres de superposer des obligations supplémentaires qui sapent la certitude juridique et la compétitivité.

Prenons le cas d'un fournisseur industriel basé au Luxembourg, opérant avec des clients en Allemagne et en France. Ce fournisseur se retrouve confronté à deux cadres juridiques distincts : la loi allemande sur les chaînes d'approvisionnement (LkSG), très détaillée et assortie de mécanismes de contrôle stricts, et la loi française sur le devoir de vigilance, plus limitée et moins prescriptive. Pour satisfaire son client allemand, l'entreprise luxembourgeoise est contrainte de se conformer au régime le plus exigeant - avec un impact direct sur ses coûts et sa compétitivité dans un marché qui devrait pourtant garantir l'égalité de traitement.

LA DILIGENCE RAISONNABLE FACE À DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALISÉES

Au-delà des frontières européennes, une question clé reste souvent sous-estimée : que faire lorsque les obligations de diligence raisonnable deviennent difficilement applicables à des chaînes d'approvisionnement complexes situées dans des pays tiers ? Les évaluations d'impact à ce jour abordent peu cette problématique. Dans de nombreux cas, l'accès limité à l'information, l'absence de moyens contractuels ou de relais locaux freinent une mise en œuvre effective. Ces limites pratiques doivent être davantage prises en compte si l'on veut que la CSDDD repose sur des obligations réalistes, applicables et compatibles avec la réalité du commerce international.

L'INNOVATION EST LE VÉRITABLE ATOUT CONCURRENTIEL DE L'EUROPE

En somme, pour garantir que les règles de durabilité soutiennent, plutôt que freinent, l'innovation industrielle, l'UE doit concevoir son cadre avec flexibilité. Les entreprises ont besoin de la possibilité d'expérimenter, de s'adapter et de déployer de nouvelles solutions sans être confinées par des exigences rigides et redondantes. Un cadre qui valorise les démarches proactives sera essentiel pour que les entreprises investissent dans des solutions durables sans craindre l'obsolescence réglementaire ou les doubles contraintes. Si nous voulons une transition verte faite en Europe, nous devons également nous assurer qu'elle puisse être construite en Europe.

YVES GERMEAUX

*Responsable du commerce et
des relations internationales auprès de la FEDIL
yves.germeaux@fedil.lu*





PRIX DE L'ENVIRONNEMENT 2025



APPEL À CANDIDATURES

Le Prix de l'Environnement de la FEDIL vise à récompenser les entreprises dont les efforts techniques et financiers ont pour but de concilier productivité et préservation des ressources naturelles, développement durable et efficacité énergétique.

Remporter le Prix de l'Environnement de la FEDIL est l'occasion d'obtenir une reconnaissance bien méritée pour l'engagement de votre entreprise en faveur de l'innovation durable et des pratiques commerciales responsables.

Le règlement et le formulaire de candidature peuvent être téléchargés sur www.fedil.lu/fr/publications/prix-de-lenvironnement-2025/

**Les candidatures sont à déposer
avant le 15 juillet 2025**



avec le soutien de

B BANQUE DE
LUXEMBOURG

L'étendue de la clause de non-concurrence

Une interprétation erronée d'une disposition contractuelle peut s'avérer préjudiciable comme peut en témoigner l'employeur qui se prévalait du non-respect de la clause de non-concurrence indiquée au contrat de travail pour réclamer à son ancienne salariée le paiement de la somme de 35.177 euros¹.

En l'occurrence, les parties avaient opté pour une clause de non-concurrence élargie² par laquelle la salariée s'interdisait, en cas de licenciement pour faute grave ou de démission, d'exercer sur le territoire luxembourgeois et belge pendant une durée de 12 mois à compter de la rupture du contrat de travail, non seulement les activités exercées directement ou indirectement pour son propre compte, mais également pour le compte d'une tierce entreprise, société ou personne moyennant le paiement d'une indemnité forfaitaire unique équivalent à 6 mois du salaire de base. Le non-respect de cette disposition aurait pour conséquence le remboursement par la salariée de l'indemnité versée par l'employeur et le versement d'une indemnité identique à ce dernier.

Le tribunal du travail s'est vu saisir d'une demande principale de la salariée pour voir condamner l'employeur au paiement de l'indemnité prévue au contrat de travail et d'une demande reconventionnelle de l'employeur pour voir la salariée condamnée à lui payer la même indemnité. Il est utile d'indiquer que la salariée exerçait auprès de son ancien employeur actif dans le domaine de l'immobilier, la fonction de « Responsable Marketing Luxembourg », tandis qu'elle a été embauchée en qualité de « Chargée Marketing et Développement » auprès de son nouvel employeur, une agence active dans le domaine de l'événementiel et de la conciergerie, de la publicité et de la communication.

En première instance, les deux parties ont été déboutées au motif que la salariée n'avait pas rapporté la preuve d'avoir exercé une fonction distincte et que l'employeur n'avait pas établi que la salariée aurait exercé une activité similaire à la sienne à la suite de son licenciement.

Les deux parties ont fait appel de la décision de première instance. Tout en rappelant que le but d'une clause de non-concurrence est pour le salarié de ne pas exercer des activités similaires pouvant concurrencer celles exercées par son ancien employeur, la Cour d'appel a insisté sur le fait que « *l'analyse du respect, respectivement du non-respect d'une telle clause, doit nécessairement prendre en considération le domaine d'activités de l'ancien et du nouvel employeur et non pas uniquement les fonctions exercées par le salarié*³. *L'analyse des actes litigieux invoqués par la société intimée doit dès lors nécessairement s'inscrire dans le cadre de l'analyse des branches d'activités des employeurs en cause.* »

Alors que l'ancien employeur se bornait à insister sur le fait que son ancienne salariée exerce encore et toujours des activités de marketing, sans contester l'affirmation de cette dernière que son nouvel employeur déploie ses activités dans le domaine de la publicité et de la communication, les seconds juges ont décidé : « *qu'il est acquis en cause que les domaines d'activité de la société intimée et du nouvel employeur de l'appelante sont distincts et partant non-concurrentiels* » de sorte que le jugement de première instance a été réformé et la salariée s'est vue attribuer l'indemnité réclamée.

¹ Arrêt de la Cour d'appel du 24 octobre 2024, n° CAL-2023-00919 du rôle

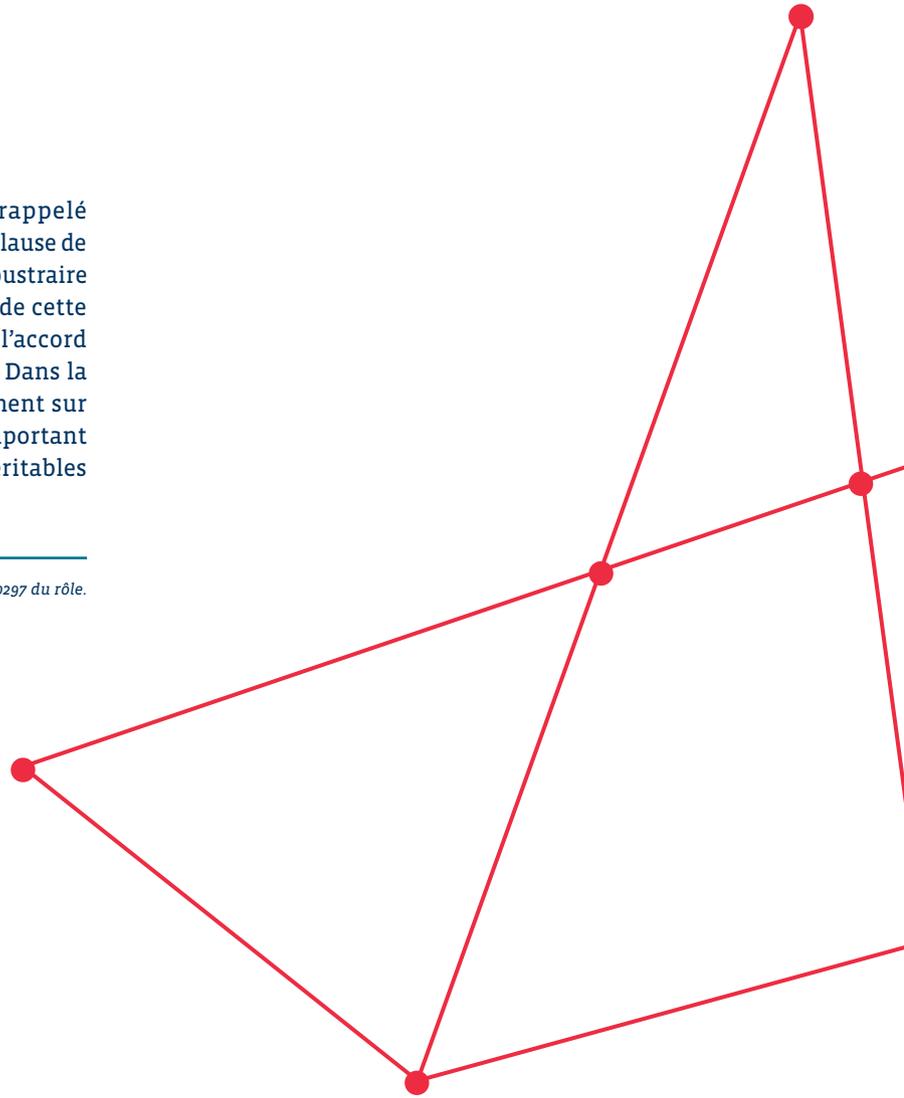
² Permise par la jurisprudence constante et qui autorise les parties à aller au-delà des dispositions de l'article L. 125-8 du Code du travail moyennant indemnisation du salarié.

³ Voir dans le même sens, Cour d'appel 6 avril 2017, n°39706 du rôle ;

Cour d'appel 23 novembre 2017, n°42428 du rôle.

Toujours sur le même sujet, la Cour d'appel a rappelé récemment que lorsque les parties ont opté pour une clause de non-concurrence élargie, l'employeur ne peut pas se soustraire à ses obligations en invoquant le caractère excessif de cette clause. Une telle clause ne peut être écartée qu'avec l'accord du salarié ou si le contrat le prévoit expressément⁴. Dans la mesure où l'employeur ne peut revenir unilatéralement sur une clause de non-concurrence élargie, il est donc important lors de la rédaction d'une telle clause d'évaluer les véritables enjeux en cause.

⁴ Arrêt de la Cour d'appel du 13 février 2025, n°CAL-2023-00297 du rôle.



ELLA GREDIE

*Conseillère affaires juridiques et sociales
auprès de la FEDIL
ella.gredie@fedil.lu*



BGL BNP Paribas lance sa plateforme pour les pros

Dans un contexte de digitalisation croissante, les entreprises attendent de leur banque des outils agiles, sécurisés et adaptés à leur réalité. BGL BNP Paribas lance My Business Banking, une plateforme conçue pour simplifier la gestion financière quotidienne des professionnels personnes morales.

Les opérations bancaires des entreprises sont nombreuses: paiements, récupération de données, suivi des transactions, accès aux lignes de crédit... «*Les besoins de ces acteurs sont spécifiques et exigent l'accès à des fonctionnalités particulières, pour gagner en efficacité tout en garantissant la sécurité des opérations*», explique Romain Girst, Directeur Banque de Détail chez BGL BNP Paribas. «*Afin d'accompagner au mieux les entreprises, nous avons créé une plateforme de gestion dédiée aux entreprises*».

POUR UNE GESTION AUTONOME, FLUIDE ET SÉCURISÉE

Jusqu'à présent, les professionnels effectuaient leurs opérations via le Web Banking - destiné aux particuliers - ou le Multiline. Avec My Business Banking, ils disposent désormais d'un outil adapté à leurs besoins. «*L'interface est pensée pour eux, avec des fonctionnalités avancées de gestion des accès et des droits*», précise Christophe Wagner, Directeur des Espaces Entrepreneurs. «*Cela permet, par exemple, d'éviter toute confusion entre comptes privés et comptes professionnels, ou de mettre en place des règles précises pour l'encodage et la validation des paiements*». Un dirigeant peut ainsi accorder à son comptable un accès de consultation uniquement, tandis qu'un collaborateur administratif peut disposer d'un droit de saisie des opérations sans pouvoir les valider.

AMÉLIORER LE SUIVI ET LA VISIBILITÉ

My Business Banking centralise toutes les informations relatives aux comptes de l'entreprise: mouvements, paiements, cartes bancaires, crédits, documents administratifs... On peut suivre les plafonds des cartes, en demander le blocage ou en ajouter une nouvelle si nécessaire. Un dirigeant dispose aussi d'une vue actualisée sur ses crédits en cours et peut accéder en quelques clics aux documents

nécessaires à sa comptabilité. Un module de messagerie sécurisée permet de dialoguer directement avec un conseiller bancaire.

GAGNER EN EFFICACITÉ AVEC DES OUTILS ADAPTÉS AU QUOTIDIEN

La plateforme offre la possibilité d'alléger des processus répétitifs. Les paiements collectifs, par exemple, peuvent être effectués en important un simple fichier - pratique pour les salaires mensuels. «*Les professionnels disposent désormais d'une plateforme complète, évolutive et alignée avec leurs besoins*», souligne Romain Girst.

Cette plateforme répond à un engagement plus large de la banque: accompagner les entreprises quels que soient leurs besoins, qu'elles souhaitent de l'écoute et du conseil, via leur conseiller dédié en Espaces Entrepreneurs, ou de l'autonomie via des outils digitaux performants. «*Notre ambition est d'être aux côtés des acteurs de l'économie, physiquement et digitalement, de leur offrir plus de flexibilité et de réactivité dans la gestion de leurs activités*», conclut Romain Girst.

* Uniquement les personnes morales pour le lancement de la plateforme.



**BGL
BNP PARIBAS**

Être Entrepreneur c'est relever des défis...

Simplifiez-vous la vie
avec **My Business Banking**

Gagnez en temps et en efficacité.
Regroupez vos instructions de
paiement pour exécuter en
une seule fois de nombreuses
opérations.

bgl.lu/fr/business



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque
d'un monde
qui change



Publications de la FEDIL



Consultation dans le cadre de l'élaboration d'un cadre d'action pour le déploiement des technologies CCUS et CDR au Luxembourg



FEDIL position paper on the Commission's Omnibus I proposal



Paramètres sociaux applicables à partir du 1^{er} mai 2025



Pistes de réflexion sur la compétitivité des prix de l'énergie pour le site industriel du Luxembourg



Rapport Annuel 2024

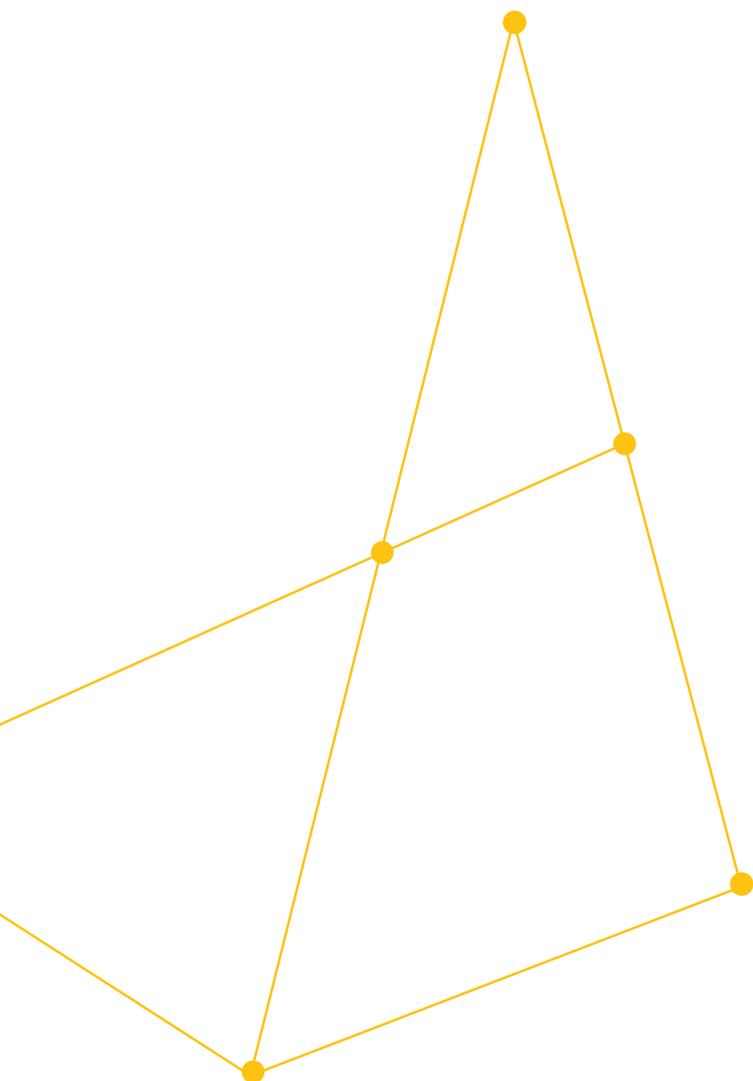


Où va l'économie mondiale ?

Plus de publications et positions sur WWW.FEDIL.LU



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE SUR**
<https://fedil.lu/fr/publications/>



écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
regie@ic.lu
(+352) 48 00 22 - 1

Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédactrice en chef : Laurence Kayl
Mise en page : Rodney Ndong-Eyogo
Conception : Cl.ff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.000 exemplaires

© Copyright 2025 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.



HELLO**FUTURE**.LU

your job in industry

Sensibiliser les jeunes aux métiers techniques et scientifiques ainsi qu'aux opportunités de carrière dans l'industrie luxembourgeoise est une priorité pour de nombreuses entreprises industrielles !

Le projet HelloFuture, porté par la FEDIL, la Chambre de Commerce et le gouvernement, rapproche entreprises et établissements scolaires, contribuant à orienter les jeunes vers des filières porteuses d'avenir.

La page web de HelloFuture répertorie notamment des offres de stage, toujours très recherchées par les jeunes. Pour en savoir plus :

www.hellofuture.lu



Les partenaires du projet HelloFuture:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



L'excellence en technologies et gestion énergétique



AUTOMATISATION, RÉGULATION ET PILOTAGE DES INSTALLATIONS | CLIMATISATION | PROTECTION INCENDIE | VENTILATION |
CENTRALES D'ÉNERGIE | ÉLECTRICITÉ : BASSE TENSION, COURANTS FAIBLES | SANITAIRE ET TRAITEMENT DES EAUX |
INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES | CHAUFFAGE | FROID | ÉNERGIES RENOUVELABLES | VAPEUR

La sophistication des installations techniques et leur interconnexion nécessitent aujourd'hui des connaissances multiples et un savoir-faire éprouvé dans tous les domaines du génie technique et énergétique. Chez a+p kieffer omnitec, nous maîtrisons l'ensemble des techniques du bâtiment. Nous installons, gérons, maintenons, transformons et rénovons les systèmes les plus complexes pour les infrastructures les plus variées : bâtiments industriels et administratifs, hôpitaux, piscines, aéroports et autres infrastructures d'envergure.

www.apko.lu



**a+p kieffer
omnitec**

advance in technology